

ANALYSE DE CONFLIT

Zone autour de Kitchanga

Nord-Kivu, R.D. Congo

Search for Common Ground

Octobre 2014

Ce rapport est basé sur une étude documentaire et des témoignages récoltés sur le terrain. Il ne reflète pas l'opinion de Search for Common Ground.

END VIOLENT CONFLICT

Angola · Belgium · Burkina Faso · Burundi · Central African Republic · Chad · Côte d'Ivoire · DR Congo · Guinea · Indonesia · Jerusalem · Kenya · Kyrgyz Republic · Lebanon · Liberia · Macedonia · Madagascar · Morocco · Nepal · Niger · Nigeria · Pakistan · Rwanda · Sierra Leone · Sri Lanka · Sudan · Tanzania · Timor-Leste · Tunisia · Uganda · United States · Yemen · Zimbabwe

SOMMAIRE

1.	Résumé	3
2.	Contexte et Justification	4
2.1.	Contexte et objectifs de l’analyse	4
2.2.	Méthodologie.....	4
3.	Analyse.....	5
3.1.	Descriptif de la zone.....	5
3.2.	Analyse du système de conflit	11
3.2.1.	Historique du conflit.....	11
3.2.2.	Causes profondes	15
3.2.3.	Multiplicateurs	16
3.2.4.	Moteurs/dynamiques de conflit	18
3.2.5.	Dynamiques positives	40
3.3.	Faisabilité	51
3.3.1.	Degré de présence de l’Etat	51
3.3.2.	Interventions en cours (humanitaire, stabilisation, développement)	52
3.3.3.	Environnement.....	53
4.	Conclusion et recommandations	55
5.	Bibliographie	57
6.	Liste des acronymes.....	58

1. Résumé

Cette analyse de conflit a pour but de démontrer les dynamiques des conflits locaux, ainsi que leurs ramifications provinciales, nationales et régionales, dans la zone « Autour de Kitchanga », et de faire des propositions précises qui mèneraient à une atténuation de ces conflits et qui contribueraient à leur résolution. La zone est clé pour des raisons politiques et stratégiques. Les tensions au sein de cette zone densément peuplée ont suscité et alimenté, à plusieurs reprises, des conflits très violents impliquant des groupes armés. Les conflits se concentrent sur une mobilisation autour de l'identité ethnique qui est étroitement liée à une mobilisation autour de l'accès aux ressources économiques, particulièrement la terre, et au pouvoir politique.

A cause d'une faible présence des autorités étatiques dans cette zone et une gouvernance personnalisée, l'appartenance ethnique est le point de référence principal de l'identification et de relations entre individus. Les groupes armés mobilisent les individus et groupes en promettant de protéger les intérêts d'une communauté ethnique ou d'une autre. Au cours des élections ces clivages ethniques sont utilisés par certains politiciens afin d'agrandir leur sphère d'influence. En conséquence, presque tous les représentants élus locaux proviennent de la communauté majoritaire dans la zone – la communauté hutu. Cette réalité pousse les autres communautés à se sentir de plus en plus minoritaires sur le plan politique. Les autorités coutumières renforcent leur légitimité en établissant une relation clientéliste avec leur groupe ethnique. Elles se battent pour l'acquisition du pouvoir en utilisant la violence et le soutien des groupes armés si nécessaire, car l'accès au pouvoir implique l'accès à la terre et aux autres ressources naturelles. Les Hutu et les Tutsi, d'origine rwandaise, n'ont pas accès au pouvoir coutumier et sont souvent accusés de ne pas être des vrais citoyens congolais, ce qui est une source de tension constante.

Le conflit le plus fréquent est celui qui oppose les éleveurs aux agriculteurs. Pour une population principalement composée d'agriculteurs et d'éleveurs, le manque d'accès à la terre est un problème majeur qui crée beaucoup de tensions. Une grande partie des terres est occupée par des concessionnaires, parfois au détriment des populations paysannes. Les leaders politiques et coutumiers manipulent la dualité de la loi, entre le droit écrit et le droit coutumier, pour acquérir de larges portions de terre, avec ou sans titres, en chassant les paysans. Sur un espace restreint, les deux modes d'utilisation de la terre se confrontent, les bêtes des éleveurs errant sur les champs des agriculteurs. Cette dynamique conflictuelle foncière est renforcée par une dimension ethnique car la majorité des éleveurs sont de la communauté tutsi et les agriculteurs de la communauté hutu, hunde et d'autres communautés locales. Les communautés créent des rumeurs et stéréotypes sur les autres communautés, ce qui aggrave la situation où chaque dispute est perçue sous l'angle identitaire.

Les conflits fonciers et de pouvoir sont nombreux et les tensions intercommunautaires sont vives. Une cohabitation pacifique est difficile ; les rumeurs se créent et engendrent la méfiance ; et les violences interethniques sont fréquentes.

2. Contexte et Justification

2.1. Contexte et objectifs de l'analyse¹

Le Gouvernement de la RDC, l'Unité d'appui à la stabilisation (UAS) de la Mission des Nations Unies pour la stabilisation au Congo (MONUSCO) et les responsables du Programme de stabilisation et reconstruction des zones sortants des conflits armés (STAREC) ont finalisé la révision de la stratégie internationale de soutien à la sécurité et stabilisation (ISSSS) en 2013. La nouvelle stratégie résultant de cette révision propose la formulation de « Stratégies provinciales de stabilisation (SPS) et Plans d'actions prioritaires de stabilisation (PAPS) » devant énoncer les priorités provinciales pour la stabilisation, aussi bien du point de vue géographique que thématique. Afin de pouvoir effectuer l'identification de ces priorités, il est indispensable de passer par une phase d'analyse. La stabilisation étant définie comme un processus permettant à l'Etat et à la population de s'attaquer aux principaux moteurs de conflits, l'analyse – qui doit être aussi exhaustive que possible – devra permettre de comprendre les dynamiques des conflits et leurs caractéristiques changeantes, ainsi que d'identifier leur localisation géographique.

Une des premières zones pertinentes pour l'analyse de la province du Nord-Kivu est celle autour de Kitchanga, c'est à dire la chefferie de Bashali dans le territoire de Masisi, la chefferie de Bwito dans le territoire de Rutshuru et la Localité de Pinga à la frontière entre Masisi et Walikale. Ce choix a été fait en consultation avec les partenaires du gouvernement provincial et les partenaires internationaux de l'ISSSS (MONUSCO, agences du système des Nations Unies, Organisation non gouvernementales (ONG) internationales et bailleurs de fonds), et s'est basé sur la fragilité et les tendances de conflits violents et l'opportunité et faisabilité de transformer les conflits et de consolider la paix.

Objectifs de l'analyse

Objectifs spécifiques :

- Analyser les conflits spécifiques dans la zone « Autour de Kitchanga » (causes profondes, multiplicateurs, acteurs et leurs motivations et dynamiques de conflit – les dilemmes sécuritaires, la mobilisation autour de la terre et de l'identité, l'exploitation des ressources naturelles et les dynamiques régionales et les liens avec un système de conflit plus large);
- Identifier l'ampleur de chaque dynamique de conflit et son importance relative dans le conflit dans la zone ciblée ;
- Identifier les dynamiques positives dans la zone ciblée sur lesquelles capitaliser, y compris les mécanismes existants de résolution de conflits, les solutions aux conflits identifiées par les communautés, et les raisons de leurs succès/échecs ;
- Evaluer l'environnement sécuritaire et l'accessibilité, et identifier les interventions en cours et les partenaires présents, ainsi que la présence gouvernementale dans la zone ciblée.

2.2. Méthodologie

SFCG a utilisé une méthodologie à trois composantes. La première composante est une analyse documentaire qui est composée d'un examen des documentations de SFCG ainsi que d'autres organisations au sujet du contexte, de l'histoire, et des acteurs du conflit. La deuxième composante

¹ Appel à propositions, août 2014

constitue des missions d'évaluations qui permettent de collecter des informations des personnes directement affectées par les conflits. Nous avons mené une première mission d'une semaine en août 2014 dans les cités de Kitchanga, Burungu, Mweso et Pinga (l'axe Kitchanga-Pinga) dans le territoire de Masisi. La deuxième mission de neuf jours s'est déroulée dans les cités de Lukweti et Lwibo (Masisi) et les cités de Nyanzale, Kikuku, Katwe, Katsiru et Birambizo dans la chefferie de Bwito (Rutshuru) en octobre 2014. Les enquêteurs ont utilisé plusieurs outils de collecte de données : des entretiens semi-structurés et des *focus-groups* participatifs ainsi que des enquêtes de 303 personnes habitant et travaillant sur l'axe Kitchanga-Pinga², 60 personnes à Lukweti et Lwibo et 90 personnes dans le groupement de Bwito. Il s'agit des chefs coutumiers et d'acteurs étatiques, des services de sécurité, des femmes, des jeunes et des acteurs de la société civile. 35% des participants sur l'axe Kitchanga-Pinga étaient des femmes et 27% des jeunes dont l'âge varie entre 18 et 25 ans. A Lukweti, Birambizo, Katsiru, Kikuku et Nyanzale, les femmes constituaient 36% et des jeunes 10% des participants. La récolte de données a été accompagnée d'observations de la part d'intervieweurs et de rapporteurs. Cette étude aussi fait référence à des données collectées par SFCG dans le Masisi en 2013. Enfin, la dernière composante est l'analyse des données du terrain et la rédaction du rapport final.

3. Analyse

3.1. Descriptif de la zone

Profil physique

Cette analyse des conflits s'est concentrée sur la zone « Autour de Kitchanga », c'est à dire :

- La chefferie de Bashali dans le territoire de Masisi, notamment l'axe Kitchanga-Pinga : les cités de Kitchanga, Burungu, Mweso et Pinga ainsi que Lukweti et Lwibo sur l'axe Kitchanga-Lukweti ;
- La localité de Pinga qui est constituée de Bushimoo dans le territoire de Masisi et Nkasa et Katanga dans le territoire de Walikale ;
- La chefferie de Bwito dans le territoire de Rutshuru, notamment les cités de Nyanzale, Kikuku, Katwe et Katsiru au Nord et Birambizo au Sud.

La zone « Autour de Kitchanga » est une des régions les plus densément peuplées du Nord-Kivu, avec une densité moyenne d'environ 150 habitants/km²³. La région de Mweso et Kitchanga est de moyenne altitude entre 1,500 et 2,500m. Nyanzale, Katwe, Kikuku et Birambizo font une zone montagneuse de basse altitude et Katsiru est situé sur un plateau effondré. Comme partout au Nord-Kivu, le relief est très accidenté. Toute la zone ciblée par cette analyse a un sol volcanique riche en humus. Elle est par conséquent très fertile (jusqu'à trois récoltes par an).

² Cultivateurs (29%), commerçants (20%), chômeurs (13%), fonctionnaires (11%), professions libérales (9%), étudiants (5%), ménagères (3%), membres des services de sécurité (3%), éleveurs (2%), religieux (2%), humanitaires (2%), autorités locales (1%), négociants (0.33%), pêcheurs (1%).

³ Tout le Territoire de Masisi a une superficie de 4,734 km², soit 8% de la superficie totale du Nord-Kivu. En 2004, la population du territoire était estimée à environ 700,000 habitants, avec une densité d'environ 150 habitants/km². La superficie de la Chefferie de Bwito est de 1,459km². Sa population est estimée à 593,994 habitants avec une densité moyenne de 147 à 150 habitants au km².

L'axe Kitchanga-Pinga est bien accessible en prenant la route Goma-Sake-Kilolirwe-Kitchanga. L'accès à l'axe Kichanga-Lukweti est très difficile, surtout pendant la saison des pluies. Lukweti et Lwibo sont enclavées, il y a un seul axe pour atteindre ces localités. Il s'agit de l'axe Masisi centre-Nyabiondo-Lwibo-Lukweti qui a besoin d'une réhabilitation urgente. C'est pourquoi la population est obligée de se déplacer à pied jusqu'à Nyabiondo afin de se procurer les biens de première nécessité.

L'accessibilité aux cités dans le Bwito est aussi difficile. Il y a trois voies d'accès à Nyanzale : Les axes Goma-Kitchanga-Nyanzale-Katwe, Kanyabayonga-Katwe-Kikuku-Nyanzale et Rwindi-Katwe-Kikuku-Nyanzale, le dernier qui étant presque impraticable. Tous ces axes nécessitent une réhabilitation. Le moyen de transport privilégié est la moto. Les véhicules ne circulent que difficilement sur ces axes. De plus, les braquages par des personnes non identifiées sont fréquents sur le tronçon Kitchanga-Nyanzale. Il faut aussi signaler que Nyanzale est une cité non accessible pendant la saison des pluies.

Pour atteindre Kikuku, la route la plus praticable est Kitchanga-Nyanzale-Kikuku. Les axes pour arriver à Katwe sont: Nyanzale-Kikuku-Katwe, Nyanzale-Mushweshwe et Mutanda-Kibirizi-Katwe. Tous ces axes sont en mauvais état et nécessitent une réhabilitation. Il en est de même des axes Mweso-JTN⁴-Katsiru, Nyanzale-Katsiru, Bambo-Mutongo-Katsiru et Tongo-Katsiru qui sont tous presque impraticables. De plus, sur l'axe Mweso-JTN-Katsiru, les braquages dans les environs de JTN sont fréquents. L'axe Kitchanga-Birambizo-Tongo est presque impraticable ; à Kako la route est totalement délabrée et il est donc impossible de circuler en voiture. La population circule à pied et transporte sur le dos les marchandises à acheminer vers Kitchanga.

⁴ Les Jardins Thaicol de Ngeri est une plantation de thé sur l'axe Mweso-Katsiru communément appelée JTN.

L'accessibilité routière dans la zone ciblée selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA) se présente de la manière suivante :



Source : OCHA, mars 2014

Ci-dessous les routes ayant besoin d'être réhabilitées selon le cluster logistique du Nord-Kivu :



Source : Cluster logistique, octobre 2014



Profil démographique

Plus de la moitié de la population du territoire de Masisi sont des Hutu, d'origine rwandaise. Les Hunde qui se considèrent comme la communauté « autochtone » sont minoritaires, à l'instar des Tutsi, également d'origine rwandaise (les Tutsi et Hutu font parties de la communauté « rwandophone », aussi appelés les Banyarwanda), des Nyanga et des Nande. Des petits groupes de Pygmées, qui ont dû abandonner leurs habitats dans les forêts à cause des combats, se sont aussi établis dans les cités dans des conditions déplorables. Dans le Bwito, la majorité de la population est également Hutu alors que les Hunde (« autochtone »), Tutsi et Nande sont des minorités. Dans les localités visitées dans le Bwito dans le cadre de cette étude, les Hutu constituent au moins 80% de la population dans chaque cité.

Les conflits les plus récurrents dans la zone ciblée sont ceux entre les agriculteurs (hunde, hutu, nyanga et nande) et les éleveurs (tutsi), et entre les membres des communautés rwandophones (hutu et tutsis) et les autres communautés.

Sources de revenu

L'agriculture, l'élevage et le petit commerce sont les principales activités économiques dans la zone. La majorité des habitants de la zone sont des agriculteurs qui exploitent la terre volcanique très fertile et la forêt vierge (autour de Pinga). Les éleveurs, les petits commerçants, et les agents publics sont minoritaires.

La population de cette zone, en particulier les femmes, n'a que peu accès à l'éducation : 25% de la population a achevé l'école primaire, 22% n'a jamais étudié, 1% a fait une formation et 3% a fini l'université⁵. Pour le Bwito, 59 % des femmes sont analphabètes contre 34,8 % des hommes⁶. Dans la chefferie de Bashali, l'effectif de femmes représente 17% des élèves scolarisés⁷.

Administration civile

La zone ciblée par cette recherche comprend des entités qui relèvent de trois territoires administratifs de la province du Nord-Kivu. La chefferie de Bashali est dans le territoire de Masisi ; la localité de Pinga est située à la frontière entre les territoires de Masisi et de Walikale; et la chefferie de Bwito se trouve dans le territoire de Rutshuru.

Les deux axes visités dans le cadre de cette étude Kitchanga-Pinga et Kitchanga-Lukweti sont situés dans la chefferie de Bashali. La chefferie de Bashali est une des quatre chefferies du territoire de Masisi (les autres chefferies sont celles des Bahunde, Osso-Banyangu et Katoyi). L'Administrateur de territoire de Masisi, Dieudonné Tshishiku, est basé à Masisi-centre et à cause de l'accessibilité limitée, il contrôle difficilement l'ensemble du territoire. L'administrateur de territoire de Rutshuru est basé à Rutshuru-

⁵ Mission sur terrain en août 2014.

⁶ Mission sur terrain en octobre 2014.

⁷ Données pour 2011, dans *Pour que les Bashali fument le calumet de la paix*, Action solidaire pour la paix (ASP) en partenariat avec Life & Peace Institute, 2014, p. 32.

centre dans la chefferie de Bwisha, donc éloigné des cités de Bwito. L'administration de la chefferie de Bwito se trouve dans le chef-lieu de Kikuku. L'administration publique est dominée par la communauté majoritaire, la communauté hutu, tandis que l'administration coutumière est organisée par la communauté « autochtone », la communauté hunde.

Paysage politique

Les Hunde organisent le pouvoir et le droit coutumier au sein des familles dignitaires tandis que le paysage politique est contrôlé par la communauté hutu, majoritaire de la zone. Depuis les élections de 2011, six des sept députés nationaux élus dans le Masisi sont hutu, le septième est tutsi :

- Mugiraneza Ndizeye, Jules (Alliance des démocrates pour le développement intégral)
- Mukingi Nahimana, Oswald (Union des congolais pour le progrès, UCP)
- Ayobangira Samvura, François-Xavier (Union des Congolais pour le progrès)
- Shomwa Mongera, Innocent (Démocratie chrétienne fédéraliste-convention des fédéralistes pour la démocratie chrétienne) (Tembo dont la mère est hutu)
- Gachuruzi Bulakali Shally, Boniface (Parti des nationalistes pour le développement intégral)
- Safari Nganizi, Jacques (Coalition de résistants patriotes congolais)
- Mwangachuchu Hizi Edouard (Congrès nationale pour la défense du peuple) (Tutsi)

Les trois députés nationaux élus dans le Bwito sont également hutu : Eugène Serufuli (qui est aussi le ministre national du développement rural), Célestin Vunabandi Kanyamihigo du parti politique UCP et Nyabirungu Mwene Songa du PPRD (Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie). Le Bwito est présentement surtout dominé par trois partis politiques:

- UCP : Union des congolais pour le progrès (principalement Hutu)
- RCD : Rassemblement congolais pour la démocratie
- BUREC: Bloc uni pour la reconstruction et le changement

Le député national Serufuli est le président de l'UCP. Il influence toutes les grandes décisions du parti. Serufuli représente la communauté hutu et est l'homme politique le plus puissant de la zone ciblée. Il est omniprésent sur tous les dossiers, surtout ceux de Bwito. Le RCD (Rassemblement congolais pour la démocratie) a aussi des ramifications historiques avec Serufuli qui en a été le vice-président jusqu'en 2009, et avec la communauté rwandophone qui était favorable à avant la transition. Il est à noter que le CNDP (Congrès national pour la défense du peuple), mouvement politico-militaire de Laurent Nkunda, est resté dans la mémoire collective des communautés rwandophones. Le BUREC est le nouveau parti du gouverneur du Nord-Kivu Julien Paluku qui semble regroupé en son sein le mécontentement du système rwandophone parmi les Hunde et les Nande afin de constituer un contrepoids politique.

De manière générale, même lorsqu'une communauté dispose de représentants élus, la plupart d'entre eux ont les yeux tournés vers Kinshasa et se préoccupent assez rarement du bien-être de leurs communautés ou de leurs administrés. Dans plusieurs sites d'enquêtes, les personnes interrogées se sont plaintes qu'ils n'ont jamais reçu la visite des administrateurs du territoire, des députés provinciaux ou des membres du Gouvernorat. Le sentiment d'être abandonnés par les représentants officiels les touche profondément, et les groupes armés tirent profit de ce désaveu de la classe politique pour se

présenter comme le seul canal efficace par lequel les communautés peuvent faire passer leurs doléances⁸.

3.2. Analyse du système de conflit

3.2.1. Historique du conflit

Depuis plus de deux décennies, l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) a connu de graves tensions et a été le théâtre de violations massives des droits de l'homme, et de déplacements de populations à l'intérieur et à l'extérieur du pays qui ont, entre autres conséquences, érodé le tissu économique de la région. Les communautés ont souvent été instrumentalisées par des « d'entrepreneurs du conflit » avec pour conséquence la recrudescence des conflits. Les uns et les autres ont été accusés, à tort ou à raison, de soutenir ou d'appartenir à tel ou tel autre mouvement rebelle. La zone « Autour de Kitchanga » n'a pas été épargnée par ce phénomène qui a généré la présence de plusieurs groupes armés commettant jusqu'à présent des violations massives des droits de l'homme.

L'époque coloniale et le régime de Mobutu

L'arrivée des rwandophones au Kivu—une paix relative

La population rwandophone est arrivée à l'Est de la RDC (au Kivu) lors de plusieurs mouvements migratoires. Les colonialistes avaient installé les communautés rwandophones en RDC pour répondre au manque d'espace habitable au Rwanda et au Burundi et au besoin de main d'œuvre agricole à l'Est de la RDC, notamment dans le Masisi, le Rutshuru et les hauts plateaux de Kalehe du Sud-Kivu. A ce moment, il n'y avait qu'une minorité de Tutsi fermiers dans le Nord-Kivu⁹, et des éleveurs de bétail, les Banyamulenges, dans les plateaux d'Itombwe du Sud-Kivu. Avec la migration organisée, 85 000 travailleurs et leurs familles du Rwanda sont arrivés dans la province du Nord-Kivu. Plus de 25 000 rwandais ont été installés sur le territoire de Masisi entre 1937 et 1945¹⁰.

A part cette migration organisée, d'autres migrants ont quitté en masse le Rwanda pour s'installer au Kivu, à la suite de famines ou de conflits politiques entre 1905 et 1974¹¹. 60 000 d'entre eux se sont installés dans le Masisi entre 1945 et 1955¹². Quand la RDC a accédé à l'indépendance, les Banyarwanda étaient devenus presque une majorité au Nord-Kivu et ils étaient plus nombreux au Sud-Kivu. Pendant les émeutes anti-Tutsi au Rwanda au cours de la crise d'indépendance (1959-1963), un nouveau mouvement de Tutsi s'est dirigé vers le Congo. Les Banyarwanda représentent aujourd'hui 40% de la population au Nord-Kivu et se concentrent dans la région du Petit Nord composée des territoires de Masisi, Rutshuru et Walikale où certaines communautés « autochtones » telles que les Hunde au Masisi représentent seulement 5%¹³.

⁸ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013

⁹ Ils ont vécu dans ce qui est maintenant la RDC avant même que la Conférence de Bruxelles ait établi les frontières nationales en 1910.

¹⁰ Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010, p. 17

¹¹ Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, p. 20

¹² Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010, p. 17

¹³ Ibid., p. 16

La terre à l'Est de la RDC appartient traditionnellement aux communautés « autochtones » sous la supervision directe de leurs chefs coutumiers. Comme les Banyarwanda n'avaient pas leurs propres chefs coutumiers, ils étaient subordonnés aux autorités hunde locales. Les nouvelles arrivées dépendaient des chefs locaux afin d'accéder à la terre, et devaient souvent payer des redevances. Lorsque l'accès à la terre pour les immigrants était soutenu par les colonialistes, ils reposaient néanmoins sur le paiement des redevances et leur subordination politique. Pendant les années 1950, la pénurie de terres est devenue un problème urgent dans la région et, couplée avec la subordination politique, a attiré un conflit localisé¹⁴.

L'exclusion politique des rwandophones

Avec l'indépendance en 1960, des élections démocratiques ont été organisées à chaque niveau de l'administration. Dans le territoire de Masisi, les rwandophones qui étaient dominants en nombre ont remporté les élections. Cependant, aux niveaux provincial et national les Banyarwanda ne se sont pas présentés, apparemment par manque de candidats dotés d'un sens politique suffisant. Les pouvoirs politiques clés aux niveaux national et provincial étaient donc exercés par les Hunde et d'autres communautés telles que les Nande et Nyanga. Les Hunde ont profité de leur domination sur la province pour prendre le contrôle des services stratégiques qui exerçaient de fortes pressions sur les responsables politiques rwandophones. En 1963, trois ans après l'indépendance, les Hunde exerçaient un contrôle politique total sur certaines zones du territoire de Masisi. Les rwandophones se sentaient de plus en plus minoritaires par cette exclusion des responsabilités politiques¹⁵.

L'émancipation économique des rwandophones

Pendant la guerre civile au Congo (1960-1965), les Banyarwanda ont choisi de soutenir Mobutu contrairement à d'autres communautés. Les rebelles Simba¹⁶ ou Mulele avaient pris comme cible de violence les communautés rwandophones. Mobutu a profité de cet appui et a utilisé les Banyarwanda comme outil de répression contre les milices. En conséquence, les Banyarwanda sont devenus des bénéficiaires du régime de Mobutu. Parallèlement, leur statut d'étrangers s'est renforcé au sein des communautés locales¹⁷.

Dans les années 1970, des hommes politiques et hommes d'affaires banyarwanda qui faisaient partie du premier cercle du président Mobutu ont converti leur accès au pouvoir et à l'argent en de très vastes propriétés foncières, notamment dans leur région d'origine dans l'Est. La nouvelle loi foncière de 1973 a surtout permis aux Banyarwanda d'acquérir de la terre, et par conséquent de se retirer du système coutumier et d'éviter de payer des redevances régulières aux chefs locaux, ce qui a constitué pour eux une émancipation économique¹⁸.

¹⁴ Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010, p. 13

¹⁵ Ibid., p. 21.

¹⁶ Suite à l'assassinat du premier ministre Patrice Lumumba le 17 janvier 1961. La rébellion fut réprimée en 1965.

¹⁷ DR Congo: the Troubled East, Center for Strategic and International Studies, Gerard Prunier.

¹⁸ Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010, p. 17.

Violences interethniques début des années 1990

La transition démocratique introduite par la Conférence nationale souveraine en 1991 a conduit à la prolifération des partis politiques (plus de 300 en juin 1992). Les partis ont généralement été formés sur une base ethnocentrique. L'ethnicité est devenue un outil de mobilisation électorale, ce qui a renforcé les tensions interethniques et les soupçons contre les groupes dont la nationalité congolaise était considérée douteuse. Les rwandophones n'ont pas été invités à la conférence et ont été exclus du recensement des nationaux en prélude les élections¹⁹.

Dans un climat déjà extrêmement tendu, le mouvement des jeunes tutsi vers l'Ouganda en 1990 pour intégrer le Front patriotique rwandais (FPR) qui se préparait à attaquer le gouvernement de Habyarimana au Rwanda a renforcé la perception que les rwandophones étaient des étrangers²⁰. Ce regain de tension a mené à la mise en place de milices ethniques par les Banyarwanda, essentiellement hutu, et les « autochtones ». En 1993, la violence a éclaté dans le territoire de Walikale et s'est rapidement répandue aux territoires de Masisi, Rutshuru et Kalehe²¹. Au mois de mars 1993, l'assassinat de paysans hutu à Ntoto, à la frontière entre Masisi et Walikale a déclenché une série d'événements qui ont généré la mort de 6 000 à 15 000 personnes selon les différentes estimations, et le déplacement de plus de 200 000 personnes²².

La nouvelle époque

Les conséquences du génocide rwandais

La situation s'est gravement détériorée en 1994 à la suite du génocide rwandais. L'entrée des FPR au Rwanda a créé un exode des Interahamwe qui avaient perpétré le génocide, et de près de deux millions de réfugiés hutu rwandais, vers la RDC. Leur arrivée a renforcé la violence interethnique. Certaines communautés, accusées d'avoir collaboré avec les Tutsi, étaient ciblées par les Hutu, et ç l'inverse, étant assimilés aux Hutu rwandais responsables du génocide, les Hutu congolais ont souffert des représailles des Tutsi. .

L'offre d'un lieu de refuge aux Interahamwe par Mobutu a, par la suite, provoqué une invasion du Congo par le Rwanda et l'Ouganda en 1996. L'AFDL (l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo), une coalition de Congolais, Rwandais et Ougandais, dirigée par Laurent-Désiré Kabila, a brutalement démantelé les camps de réfugiés et en arrivant à Kinshasa, a chassé Mobutu du pouvoir et installé Kabila comme président en 1997.

La « lune de miel » entre Kabila, Kagame et Museveni a toutefois vite pris fin en 1998 lorsque Kabila a tenté de reprendre de l'indépendance vis-à-vis de ses partenaires voisins, en excluant des Tutsi de son gouvernement. Le Rwanda et l'Ouganda sont de nouveau entrés au Congo tandis que Kabila a reçu de

¹⁹ Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC, International Alert, septembre 2012, pp. 20-22.

²⁰ Revue documentaire – Profile territorial du Rutshuru, Section des affaires politiques de la MONUSCO (Nord-Kivu), février 2014.

²¹ Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC, International Alert, 2012, pp. 20-22.

²² Revue documentaire – Profile territorial du Rutshuru, Section des affaires politiques de la MONUSCO (Nord-Kivu), février 2014.

l'aide du Zimbabwe, de l'Angola et de la Namibie. Par conséquent, la RDC était coupée en trois parties. Dans son ensemble, les rwandophones se sont alliés à la rébellion du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), une rébellion soutenue par le Rwanda et qui contrôlait l'Est de la RDC, notamment à cause de l'insécurité²³.

Une multitude de groupes armés se sont organisés comme des opposants du RCD. Ces groupes armés Maï Maï bénéficiaient d'un large soutien au sein des communautés « autochtones » et du gouvernement de Kinshasa. Ils se sont notamment coalisés avec les génocidaires hutu rwandais qui se réorganisaient au sein des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR). La violence a directement ciblé la population civile, entraînant la montée des sentiments de haine et d'insécurité entre les communautés. Cet état a laissé les Tutsi dans une position encore plus délicate car ils étaient soupçonnés et haïs par les autres Congolais en raison des mauvais traitements qu'ils avaient infligé aux Congolais de Kinshasa et d'ailleurs.

Les rebellions au sein de la communauté tutsi

Tandis que le RCD a fait partie du gouvernement de transition après l'accord de paix global et inclusif en 2002, ses membres n'ont pas réussi à sécuriser des sièges aux premières élections en 2006. Le RCD est resté sans représentation politique provincial et national. En conséquence, les mécontents du processus d'intégration à Goma et Kigali ont formé le mouvement du CNDP (Congrès national pour la défense du peuple) dirigé par Laurent Nkunda pour maintenir une influence à Kinshasa et pour protéger leurs intérêts économiques et sécuritaires à l'Est²⁴.

Après deux ans de confrontations et négociations, la RDC et le Rwanda se sont rapprochés à la fin de 2008 avec comme résultat la défaite du mouvement armé CNDP. L'accord de paix signé le 23 mars 2009 entre Kinshasa et le CNDP prévoyait la libération des prisonniers, la transformation du CNDP en parti politique, le retour des réfugiés rwandais, l'intégration des civils membres du CNDP au sein des institutions publiques ainsi que l'intégration des forces du CNDP dans l'armée congolaise. L'alliance a fonctionné superficiellement pendant environ trois ans, lorsque des individus ex-CNDP intégrés dans l'armée congolaise ont obtenu, sous les yeux de Kinshasa, un contrôle administratif, politique et économique parallèle au système officiel au Nord et Sud-Kivu. En 2012, des ex-CNDP ont formé un nouveau mouvement armé connu sous le nom du M23 sous la direction de Bosco Ntaganda, en accusant le gouvernement de n'avoir pas respecté l'accord de paix, y compris la reconnaissance des grades des officiers ex-CNDP et le retour des réfugiés tutsi. Ils ont soulevé d'autres plaintes comme les mauvaises conditions de vie et le non-paiement des salaires. Cependant, ils étaient aussi motivés par la décision du gouvernement congolais de déployer les unités ex-CNDP en dehors des Kivus dans une tentative d'éliminer la chaîne de commandement parallèle. Les commandants ex-CNDP craignaient la perte de leurs privilèges économiques et de l'accès à la terre dans le territoire de Masisi.

²³ Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, p. 22.

Les Banyamulenges, insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013, pp. 25-27.

²⁴ From the CNDP to M23, Congo Siasa, novembre 12, 2012

La nouvelle rébellion s'est rassemblée dans le Masisi en avril 2012, particulièrement à Kitchanga et Mushaki, deux bastions des ex-CNDP. Peu de temps après leur création, les rebelles ont pris le contrôle d'une partie de la chefferie de Bwisha (Rutshuru) et d'une autre partie du territoire de Nyiragongo où ils sont restés jusqu'à leur défaite en novembre 2013. Les militaires congolais se sont tellement focaliser sur le M23 qu'ils ont créé des vides sécuritaires dans d'autres régions comme dans la zone « Autour de Kitchanga ». Les autres groupes armés d'autodéfense communautaire ont profité de ce vide pour intensifier leurs activités. C'est seulement maintenant que l'attention, y compris des opérations militaires, est mise de nouveau sur ces acteurs militants armés. Dans la province du Nord-Kivu, la zone ciblée par cette étude a été particulièrement affectée par ces conflits au cours des deux dernières décennies. La situation sécuritaire et les groupes armés actifs dans la zone « Autour de Kitchanga » sont décrits ci-dessous.

3.2.2. Causes profondes

Les causes profondes des conflits dans la zone « Autour de Kitchanga » en particulier et dans la région des Kivus en général sont multiples et inter-reliées. Les conflits se concentrent sur une mobilisation autour de l'identité ethnique qui est étroitement liée à une mobilisation autour de l'accès aux ressources économiques, particulièrement à la terre, et au pouvoir politique. Les dynamiques de conflits – foncier, de pouvoir et d'identité – sont locales, nationales et régionales et se nourrissent mutuellement.

La plupart des causes sont historiques et directement liées à la mauvaise gouvernance. De son histoire coloniale et postcoloniale, le Congo n'a jamais connu un mode de gouvernance qui promeut le bien public, l'état de droit et le bien-être des citoyens. Le pouvoir a toujours été personnalisé et centralisé, clientéliste et patrimonial. L'appartenance ethnique est d'une grande importance, car elle constitue un premier niveau d'identification et de relations. Les réseaux clientélistes du pays s'organisent très souvent autour d'appartenances ethniques, notamment pour la redistribution par les personnes de pouvoir avec « les leurs » d'une partie des richesses accaparées²⁵. L'appartenance ethnique au Congo est donc devenue un outil de mobilisation électorale ainsi que la base de mobilisation par des groupes armés qui prétendent protéger leurs intérêts. En conséquence, presque tous les représentants élus locaux dans la zone « Autour de Kitchanga » proviennent de la communauté majoritaire dans la zone, la communauté hutu, une réalité qui fait que les autres communautés se sentent de plus en plus marginalisées.

L'accès au pouvoir politique et coutumier implique l'accès à la terre et aux ressources naturelles, et donc des denrées essentielles à la survie des familles. De grandes parties des terres sont occupées par des concessionnaires, souvent au détriment des populations paysannes. Des multiples acteurs au niveau national, provincial et local manipulent la dualité de la loi foncière, entre le droit écrit et le droit coutumier qui existe au Congo, et profitent de la vente des terres, avec ou sans titres, pour leur

²⁵ Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, p. 15.

enrichissement personnel au détriment des petits paysans et des communautés²⁶. Avec l'occupation des terres par les grands concessionnaires et la croissance démographique, l'espace diminue et les deux modes d'utilisation de la terre, l'agriculture et l'élevage, se confrontent.

Cette dynamique conflictuelle foncière est renforcée par une dimension ethnique car la majorité des éleveurs sont de la communauté tutsi et les agriculteurs des communautés hutu, hunde et d'autres communautés locales. Dans le Masisi et le Bwito, 90% des plantations coloniales ont été achetées par des rwandophones, surtout des Tutsi, à la suite de l'introduction de la nouvelle loi foncière en 1973. Pour le Masisi, cela signifie que les Banyarwanda contrôlent plus de 45% des terres disponibles²⁷. Les autres communautés se voient de plus en plus marginalisées, surtout étant donné le manque de terre.

3.2.3. Multiplicateurs

La présence d'armes

La constante prolifération et circulation des armes légères peut être considérée comme cause et effet de la présence des groupes armés. Le fusil d'assaut AK-47 et leur munition sont facilement disponibles à l'Est de la RDC. Dans certains cas, des groupes armés s'emparent des armes et des munitions à la suite d'offensives contre les FARDC. Dans d'autres cas, des soldats FARDC ou des intermédiaires leur vendent des armes et des munitions. Un stock important provient également des pays voisins tels que le Rwanda et l'Ouganda. La facile disponibilité des armes encourage les rebelles à s'en prendre à la population pour extraire des ressources permettant de financer leur existence.

L'impunité

Le système judiciaire congolais est quasi inexistant. Les institutions et personnel judiciaires ne sont pas suffisamment payés et manquent des capacités techniques appropriées. Des politiciens et des militaires interfèrent souvent dans les poursuites judiciaires et les jugements, rendant la justice personnalisée, corrompue et subjective. La durée des poursuites, l'éloignement des postes de police et des juridictions, les frais élevés des prestations, et le manque de confiance dans le système sont des raisons principales pour lesquelles la population cherche rarement une solution judiciaire à un conflit ou à une violation des droits de l'homme.

L'impunité pour des violations des droits de l'homme, y compris la violence sexuelle, encourage la persistance des violences. Les groupes armés locaux et étrangers opèrent sans empêchement, souvent avec la complicité des autorités de l'Etat et des forces armées moins disciplinées et mal payées. Des éléments indisciplinés au sein des FARDC et des officiers corrompus qui font cause commune avec les groupes armés, et s'en prennent aux populations civiles, sont une source d'insécurité autant que les groupes armés eux-mêmes²⁸.

²⁶ Paul Mathieu et al, « Insécurisation et violence. Quelques réflexions sur les causes et remèdes possibles des escalades conflictuelles » dans *Conflits et guerre au Kivu et dans la région des Grands Lacs. Entre tensions locales et escalade régionale* » (Cahiers africains, n° 39–40).

²⁷ Sortir de l'Impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'est de la RDC, International Alert, 2012, p. 21.

²⁸ Territoire de Masisi, Rapport de consultation, CPAP et PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement, 2008, p. 14.

L'économie de guerre

L'exploitation minière à l'Est de la RDC est une source de financement importante et une grande motivation pour les groupes armés à continuer d'utiliser la violence. Les intérêts miniers précèdent même dans certains cas la formation des groupes armés. Alors même que les minerais n'ont pas été identifiés, avec l'exception de Pinga, dans la zone « Autour de Kitchanga », tous les groupes armés actifs ont des motivations économiques et profitent illégalement de l'exploitation des minerais en dehors de la zone.

Le mouvement de Ntabo Ntaberi Cheka est un des plus connus pour avoir des intérêts miniers. Il a formé son groupe armé, le NDC (Nduma Defense of Congo), en 2009 principalement pour défendre ses intérêts (et ceux de son entourage) dans les mines de Walikale. D'après le Groupe d'experts des Nations Unies, le mouvement continue à tirer une large partie de ses profits des taxes qu'il impose dans plusieurs douzaines de mines sous son contrôle,²⁹ y compris dans le passé à Pinga.

Le manque d'opportunités

D'après plusieurs sources, les recrues des groupes armés seraient principalement des jeunes avec un niveau d'éducation peu élevé, qui n'ont pas eu l'opportunité de quitter leur milieu pour chercher d'autres opportunités. Selon des jeunes pendant un *focus-group* à Nyanzale, la majorité des jeunes sont au chômage, ce qui fait que beaucoup d'entre eux intègrent les groupes armés³⁰. « *Ceux qui sont restés à Pinga sont ceux qui n'avaient pas les moyens de partir, les moins instruits... Ils se sont laissés manipuler par les promesses des groupes armés* », a déploré un membre de la société civile³¹. Lorsque les leaders des mouvements leur font miroiter des promesses d'emploi et de forte rémunération, ces jeunes déshérités se laissent facilement tenter³².

L'adhésion à un groupe armé est ressenti localement comme un des moyens les plus sûrs de garantir l'ascension sociale et la sécurité familiale, et avec les guerres de ces vingt dernières années, les exemples de réussite sociale par les armes ne manquent pas. « *Nous avons vu des simples bergers ou des infirmiers devenir millionnaires pour avoir adhéré à un groupe armé ou avoir accepté de tuer, violer ou terroriser les autres... Tous ces colonels issus des groupes armés ont des maisons, des pâturages et des voitures. Ils ont changé d'un coup la vie de leurs familles... Accepter la violence est devenue le seul moyen pour devenir riche et populaire*»³³.

Enfin, pour certains jeunes, prendre les armes est aussi l'occasion d'affirmer un idéal de masculinité et de virilité. L'abondance des armes dans la région et la récurrence des combats ont façonné une

²⁹ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013 (Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », S/2014/42, 23 janvier 2014)

³⁰ Mission sur terrain en octobre 2014

³¹ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013 (Entretien avec un membre de la société civile, 30 mars 2014, Pinga)

³² Ibid. (Entretien avec un chef de localité, 31 mars 2014, Pinga)

³³ Ibid. (Entretien, 10 décembre 2013, Kitchanga)

conception très militarisée de la « masculinité », qui explique à la fois la décision de prendre les armes et les comportements violents (notamment les violences sexuelles) pendant les périodes de conflit³⁴.

3.2.4. Moteurs/dynamiques de conflit

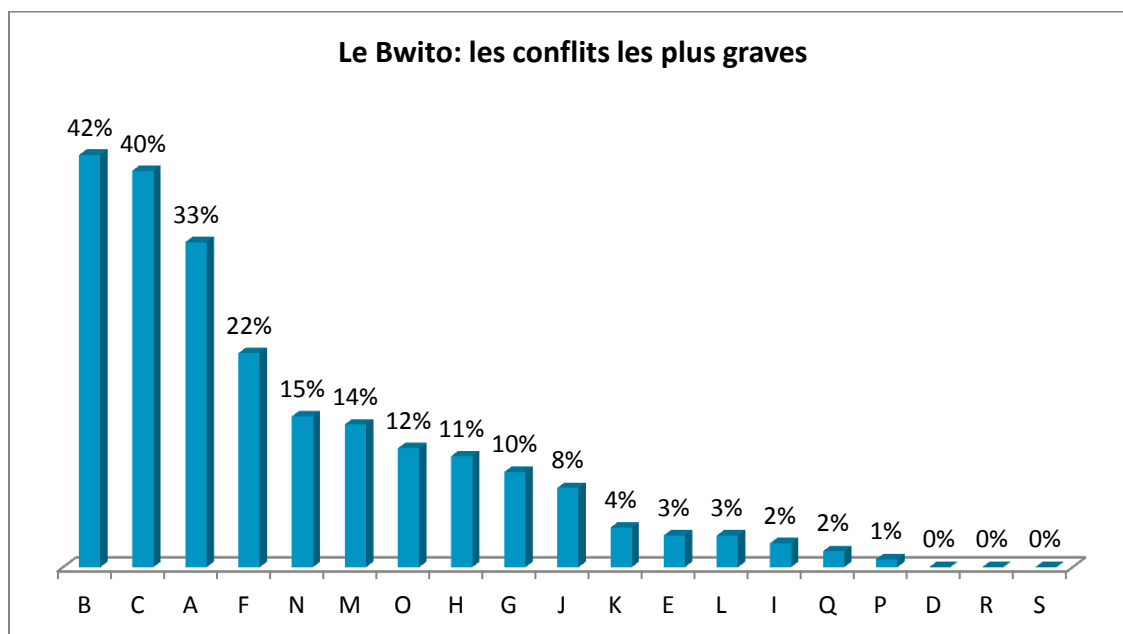
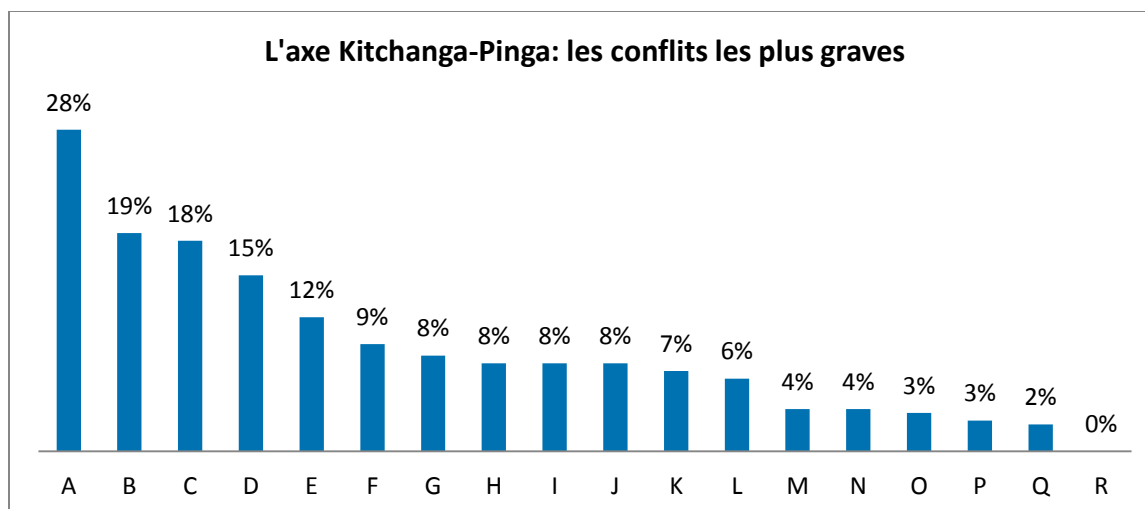
Les missions sur le terrain ont montré que les conflits fonciers d'une manière générale sont les plus importants dans la zone « Autour de Kitchanga ». Ils constituent le moteur des tensions intercommunautaires, et aussi un élément central des conflits de pouvoir. La population enquêtée a mentionné les limites des champs et le conflit entre agriculteurs et éleveurs comme les plus graves conflits dans leurs communautés.

Les résultats des sondages sont montrés dans les tableaux ci-dessous. Selon les sondages, la population a une forte compréhension de la centralité des conflits fonciers dans la dynamique générale des conflits dans la zone. Dans l'ensemble, les hommes et les femmes ont tous la même perception de leur situation sécuritaire et donnent la même importance à chaque catégorie de conflit.

Légende

- A. Conflits fonciers de manière générale
- B. Limites des champs
- C. Conflits fonciers entre agriculteurs et éleveurs
- D. Conflits de voisinage
- E. Conflit lié à l'accès à des services sociaux
(ex : écoles, centres de santé, etc.) (seulement à Pinga)
- F. Conflit interethnique
- G. Conflits liés aux groupes armés
- H. Accès aux champs
- I. Conflits de pouvoirs
- J. Conflits entre les chefs traditionnels
- K. Conflits entre les autorités traditionnelles et étatiques
- L. Conflits avec/au sein des FARDC
- M. Conflits d'héritage du pouvoir
- N. Conflits d'héritage familial
- O. Conflits avec la PNC (Police nationale congolaise)
- P. Conflits au sein des ménages
- Q. Conflits liés à l'aide humanitaire/aux ONG
- R. Conflits religieux

³⁴ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013



3.2.4.1. Dilemmes sécuritaires

Les forces de sécurité (FARDC et PNC)

La nature patrimoniale des institutions de la sécurité et leur mauvaise gestion (non-paiement des salaires, mauvaises conditions de vie) a un impact négatif sur la discipline des agents de ces services. Avec le manque de professionnalisme, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) et la Police nationale congolaise (PNC) deviennent des forces prédatrices, responsable de nombreux abus contre les civils. Les cas d'abus dans la zone « Autour de Kitchanga » sont multiples. La PNC couvre le district Masisi-Nord avec des unités du Groupe mobile d'intervention (GMI) et de la police territoriale. Beaucoup d'incidents de protection ont été attribués au GMI, et la population réclame son remplacement depuis 2012. A Kitchanga, Burungu et Mweso, certains agents de la PNC sont accusés par une grande portion de la communauté (de toutes les couches) d'avoir volé ou tué du bétail et autres

objets de valeurs, et d’avoir exigé des taxes de tout genre. Le comportement de certains policiers n’est pas perçu comme un facteur stabilisateur et rassurant, mais plutôt comme un facteur d’insécurité et d’extorsion³⁵.

Les FARDC ont la même réputation, souvent justifiée. A Lukweti, à titre d’exemple, les FARDC font travailler les gens de force en leur faisant porter des lourds fardeaux pendant des kilomètres et en cas de refus, des cas de torture sont souvent rapportés³⁶. De plus, les FARDC érigent régulièrement des barrières et chaque passant doit payer une somme de 200FC. Les FARDC utilisent les moindres troubles comme prétexte pour piller les animaux élevés et les biens de la population locale³⁷. A Mweso, l’arrivée des FARDC en remplacement du groupe armé de FDDH (Forces de défense des droits humains) du colonel Kasongo a été très mal perçue par la population locale. Lors des interviews par SFCG en 2013, certains ont expliqué que l’insécurité et les tracasseries avaient augmenté depuis l’arrivée des militaires, et ont même identifié le colonel Kasongo comme un modèle positif³⁸.

Les FARDC sont souvent perçus comme soutenant une communauté ou un groupe armé en conflit. A Pinga, entre 2011 et 2013, l’armée a soutenu la coalition APCLS (un groupe armé hunde³⁹)-FDLR-Nyatura (Hutu) contre le NDC de Cheka qui est constitué principalement de Nyanga. Ces actions ont endommagé la neutralité du gouvernement et des FARDC ainsi que son efficacité à résoudre les conflits communautaires au niveau local⁴⁰. Depuis l’arrivée du 802^e régiment dans la ville en décembre 2013, la situation s’est améliorée, et les FARDC font preuve d’une plus grande neutralité. Sous la direction du colonel Dodet, le régiment montre aussi une meilleure attitude vis-à-vis des civils. En mars 2014, le colonel Dodet a d’ailleurs été nommé par la MONUSCO comme meilleur commandant FARDC de l’année 2013. Les cas d’exactions sont rares, et au retour des populations déplacées, les soldats ont abandonné les maisons des civils qu’ils avaient occupées jusque-là. Néanmoins, il reste beaucoup de travail à faire pour restaurer complètement le respect et la confiance mutuelle entre les civils et les FARDC à Pinga⁴¹.

Dans le Masisi en général, la perception des militaires comme impartiaux est particulièrement répandue, notamment parce que les régiments sont composés des ex-CNDP et dirigés par des commandants tutsi. De nombreux civils considèrent de tels régiments comme une force d’occupation illégitime. A Kitchanga, la présence des régiments FARDC mixés, comportant un certain nombre d’éléments ex-CNDP, crée des tensions. En 2011-2012, la ville était contrôlée par le 811^e régiment, sous la direction du colonel tutsi ex-CNDP Innocent Zimurinda, un fidèle de Bosco Ntaganda. Après la défection de Zimurinda pour rejoindre le M23, son régiment a été redéployé à Kananga (Kasaï-Occidental) et a été remplacé à Kitchanga par le 812^e régiment. Le commandant second de ce régiment était également un ex-CNDP, le lieutenant-colonel François Muhire. En février 2013, celui-ci aurait protégé les déplacés tutsi du camp de Kahe au détriment des Hutu et des Hunde. Selon certaines

³⁵ Mission sur terrain en août 2014

³⁶ Mission sur terrain en octobre 2014

³⁷ Mission sur terrain en octobre 2014

³⁸ Ibid. (Focus group avec les jeunes de Kitchanga, 10 décembre 2013, Kitchanga)

³⁹ L’Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain, APCLS.

⁴⁰ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013

⁴¹ Ibid.

sources, il leur aurait distribué des AK-47 en toute impunité⁴². Le 812^e régiment a ensuite été remplacé par le 802^e régiment sous la direction du colonel Dodet, qui a contribué à stabiliser la région de manière significative. Cependant, lorsque le 802^e a été déplacé pour occuper Pinga en décembre 2013, c'est le 804^e régiment qui est arrivé, également dirigé par un Tutsi ex-CNDP, Charles Nduhize. Comme ses prédécesseurs, ce dernier n'a pas été accepté par les communautés locales qui considéraient sa présence comme une occupation du CNDP. Pour apaiser les tensions, le commandement du régiment a été déplacé vers Beni pour les opérations contre les ADF (*Allied Democratic Forces*)⁴³.

Les groupes armés

Les «protecteurs» des communautés

Des forces de sécurité sont absentes dans beaucoup d'endroits, surtout dans les régions les plus isolées. Ce vide sécuritaire couplé à la faible capacité des FARDC là où elles sont présentes, rend l'Etat incapable de protéger la population et ses moyens de subsistance. Les communautés ont tendance à recourir aux groupes armés pour les défendre et les protéger. Les groupes armés exploitent le vide sécuritaire pour développer leur ascendant et propager leur influence et leurs agendas, en prétendant représenter les intérêts d'une ou de l'autre communauté, alors que les abus sont multiples. Les pillages et les violences contre les civils de « l'autre communauté » sont fréquents. Innocent, un enfant-soldat de 17 ans originaire de Mweso et en processus de démobilisation à Bweremana a témoigné : « *Le colonel Kasongo [leader des FDDH] était venu faire un discours dans notre localité. Il a appelé tous les jeunes du village à le rejoindre pour combattre le NDC. A cette période, il n'y avait pas de FARDC à Mweso* »⁴⁴. Cet enfant avait alors décidé de rejoindre les FDDH pour assurer la sécurité du milieu.

Pour certaines communautés qui ont une faible représentation dans les institutions provinciales et nationales, former ou intégrer un groupe armé est également le meilleur moyen de faire entendre sa voix et exprimer ses revendications: c'est surtout le cas des Hunde qui ne disposent d'aucun député national à Kinshasa : « *Nous les Hunde, nous n'avons pas de député, nous n'avons pas de gouverneur, nous n'avons pas de président. La seule personne qui peut parler pour nous, c'est Janvier [leader des APCLS]* »⁴⁵. Les APCLS étaient présents à Pinga où ils se sont battus pour le contrôle de cette zone minière avec le groupe armé de Cheka jusqu'à ce que leur défaite par les FARDC et la MONUSCO au début de 2014. Les APCLS étaient aussi présents à l'Ouest de Masisi-centre autour de Nyabiondo, avec comme centre de commandement le village de Lukweti. Toute cette zone est aujourd'hui sous contrôle gouvernemental mais les APCLS, FDLR et Nyatura ont toujours une influence militaire sur Lukweti, Lwibo et les environs et les abus contre les civils sont fréquents. Les Nyatura sont également à Mweso où ils pratiquent l'extorsion généralisée : ils imposent des taxes et procèdent à des arrestations lorsque les populations ne peuvent pas les payer. Les FARDC présents sont incapables de sécuriser efficacement la population civile.

⁴² Ibid. (Discussion en groupe avec les éléments ex-M23, le 11 décembre 2013, Kitchanga)

⁴³ Ibid.

⁴⁴ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013 (Entretien, 1^{er} mars 2014, Shasha)

⁴⁵ Ibid. (Formation avec des leaders communautaires, novembre 2013, Kitchanga)

Le Bwito est sous le contrôle du 601^{ème} bataillon de l'unité de réaction rapide des FARDC. Cependant, les militaires sont absents dans beaucoup de zones et ne sont pas en mesure de protéger la population civile. Les 59 policiers déployés, dont la moitié ne reçoit aucun salaire, ne contribuent pas à la sécurité non plus. Les groupes armés profitent de la quasi-totale absence des forces de sécurité pour s'établir comme protecteurs des communautés. A Birambizo, où les FARDC et la PNC sont absents, la sécurité est assurée par les jeunes de la zone appartenant au groupe armé Nyatura/Domy-FDLR. A Nyanzale, les FARDC sont présents, mais 60% de cette zone est contrôlée par les FDLR. La coalition de Nyatura/FDLR, estimée à plus 600 combattants, commet des exactions quotidiennement et fait la loi de manière arbitraire. Elle impose une administration en leur faveur et des taxes sur tous les axes routiers. Les activités agricoles des paysans en pâtissent. Ils imposent une taxe appelée « lala salama » (« dors bien ») de 1000FC par mois et par personne et ils obligent les femmes à aller cultiver leurs champs. Certains s'approprient des champs des populations. « Une fois que vous revendiquez, la nuit vous êtes tué, » raconte un enquêteur⁴⁶.

A Katwe et Kikuku, la situation sécuritaire est similaire avec la présence des Nyatura (Katwe) et des FDLR (Kikuku). La population accuse les autorités locales d'être en complicité avec les FDLR car ils organisent des travaux forcés dénommés « salongo » chaque lundi. La PNC et les FDLR travaillent ensemble afin de contraindre la population aux travaux forcés. Ils distribuent des jetons qui font preuve du travail. Les FDLR et la PNC font des contrôles rigoureux et l'absence du jeton mène à une amende 1000FC. Parfois, le jeton est déchiré et l'amende exigée. Les autorités locales, en outre, instrumentalisent les FARDC. Ils leur demandent de se positionner stratégiquement afin de rançonner la population lorsqu'elle rentre des champs de 200FC par personne. Il s'agit des barrières de Kikuku-Nyanzale, Kikuku-Katwe et Katwe-Kibirizi⁴⁷.

A Katsiru et les environs, les FARDC sont complètement absents depuis que la force loyaliste s'est retirée le 2 octobre 2014. Seuls quelques policiers assurent la sécurité. Les rebelles des groupes armés FDLR et Nyatura commencent à circuler dans la zone, les Nyatura ont été localisés à Mumba, les FDLR à Mashambo, Muhanga et Nyenyeri. La population est victime de menaces, tortures, et vols de la part de ces groupes armés et de tracasseries et d'arrestations arbitraires par la PNC⁴⁸.

Les groupes armés instrumentalisés par les politiciens

L'usage de la violence, notamment à travers le soutien à des groupes armés, est aussi perçu par des politiciens ambitieux comme un moyen d'accroître leur influence et leur statut. Depuis les Accords de Sun City en 2003, le gouvernement n'a fait que renforcer cette dynamique : à plusieurs reprises, il a montré qu'il cédait facilement au langage des armes, offrant des positions confortables à des hommes forts locaux selon leur potentiel pouvoir de nuisance⁴⁹. « Il est souvent plus facile de recevoir l'approbation populaire en étant un « homme fort » et en exploitant les divisions ethniques qu'en apportant un véritable changement politique »⁵⁰. Cela se manifeste particulièrement à l'approche des

⁴⁶ Mission sur terrain en octobre 2014.

⁴⁷ Ibid.

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ Ibid.

⁵⁰ Ibid.

élections : à cette période, les politiciens sont souvent prêts à s’allier avec des acteurs armés pour se présenter comme des hommes forts locaux et réduire le pouvoir de leurs rivaux. En 2011, des hommes politiques comme l’ancien député national Bakungu Mitondeke ont cherché à profiter de leurs liens avec l’APCLS pour influencer le processus électoral dans le territoire de Masisi⁵¹.

En dehors des rendez-vous électoraux, le contrôle ou le soutien aux acteurs armés est aussi un moyen de se positionner comme un acteur incontournable aux yeux du pouvoir central à Kinshasa ou au niveau provincial à Goma. Un témoin du rapport de Rift Valley Institute a donné l’exemple de Serufuli quand il était le Gouverneur du Nord-Kivu : « *Pourquoi croyez-vous que Serufuli est toujours perçu comme quelqu’un d’important à Kinshasa ? - Il est l’homme fort numéro un de la communauté hutu, ce qui signifie qu’il peut influencer les commandants et les milices hutu* »⁵². Les enquêtés hunde affirment que « Serufuli sera toujours réélu dans le Rutshuru pour avoir permis aux Hutu d’accéder à la terre des Hunde »⁵³. Il sied de noter que ces acteurs n’optent pas automatiquement pour des approches violentes. Selon les circonstances, ils peuvent alternativement inciter à la violence ou participer aux efforts de paix et utiliser leur influence sur les groupes armés de manière positive s’ils estiment qu’ils en tireront des avantages politiques.

Les groupes armés clés présents dans la zone « Autour de Kitchanga », classés selon leur influence⁵⁴

Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain (APCLS)

Créée en 2005 et formalisée en 2006, l’APCLS est un groupe armé hunde né pour contrecarrer le retour massif des réfugiés rwandophones et pour protéger les intérêts économiques (dont la terre) de la communauté hunde. C’est un mouvement politico-militaire d’environ 600 combattants. Le mouvement est structuré en brigades, dont certaines sont assez autonomes du commandement central (notamment celles du bord-du-lac et de Masisi-centre). A Nyabiondo et à Nyamaboko I et II, la Force de défense congolaise (FDC) représente également les intérêts hunde et a des liens avec Janvier Karairi, le leader de l’APCLS, mais opère de façon autonome. L’APCLS était une alliée du gouvernement congolais contre le M23. Cependant ce partenariat de circonstance a démontré moins d’intérêt après la dissolution du M23, et depuis février 2014, les FARDC ont entamé des opérations militaires contre l’APCLS (avec le soutien de la MONUSCO à partir de mars)⁵⁵.

Zone d’intervention : jusqu’à ce qu’elle soit expulsée par les FARDC et la MONUSCO en mars 2014, l’APCLS était présente sur l’axe bord-du-lac, aux alentours de Pinga, et surtout à l’Ouest de Masisi-centre autour de Nyabiondo, avec comme centre de commandement le village de Lukweti. Cette zone est

⁵¹ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013 (Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport final du Groupe d’experts sur la République démocratique du Congo », S/2011/738, 2 décembre 2011).

⁵² Stearns, Verweijen, and Baaz, *Armée nationale et groupes armés dans l’est du Congo. Trancher le noeud gordien de l’insécurité*, p.37. Usalama Project, Rift Valley Institut, 2013.

Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013.

⁵³ Mission sur terrain en octobre 2014.

⁵⁴ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013 (Selon des enquêtes par SFCG en 2013).

⁵⁵ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013 (témoignages et preuves de FARDC et APCLS).

aujourd'hui sous contrôle gouvernemental, et la MONUSCO a installé une base à Lukweti. La plupart des troupes de l'APCLS se sont désormais déplacées vers le territoire de Walikale, tandis que certains éléments résiduels se sont réintégrés dans la population sur l'axe Kitchanga-Kalembe, comme à Lwibo, à Masisi-centre et autour de Minova. Les FARDC ont battu les APCLS à Lwibo de janvier jusqu'en mai de cette année. Le village reste néanmoins presque vide car les habitants demeurent en alerte. Les APCLS néanmoins continuent à maintenir une influence militaire sur Lukweti, Lwibo et les environs.

Leadership : Le général autoproclamé Janvier Karairi, ancien colonel des FARDC, est à l'origine de la formation de l'APCLS. Militant actif de la jeunesse hunde, il avait joué un rôle important dans les violences ethniques à Masisi en 1993⁵⁶. Membre de la rébellion PARECO au milieu des années 2000, il avait refusé de rejoindre les FARDC lors du processus d'intégration de 2009, car il estimait l'armée incapable de garantir la sécurité des terres des Hunde. Si Janvier est, en apparence, le leader incontesté du groupe, des luttes pour le leadership ont fissuré l'unité de l'APCLS. Pour enraciner son pouvoir, Janvier a donné à l'APCLS une dimension mystico-religieuse : il s'est entouré d'intercesseurs religieux, a imposé des retraites spirituelles à la jeunesse locale et a multiplié les références divines (son ancien quartier général à Lukweti a été rebaptisé « Mont Sinaï »). Ce glissement, tout comme ses choix idéologiques, n'a pas été du goût de tout le monde : le colonel Porini, commandant de la brigade du bord-du-lac, se déclare moins hostile aux Tutsi, revendique avant tout la protection de la terre des Hunde et s'est montré plus flexible vis-à-vis des négociations. Après la défaite du M23, la plupart de ses troupes ont rejoint le camp de Bweremana pour intégrer les FARDC. Il en va de même pour le colonel Alexis, commandant de la brigade de Masisi-centre. La direction politique dirigée par le Dr. Hangi n'a pas le champ libre pour imposer ses options au commandement militaire qui dirige le mouvement. Toutefois, elle joue un rôle crucial dans la mobilisation des fonds et le plaidoyer.

Agenda et intérêts : Malgré l'existence d'un organe politique dans son organigramme, l'APCLS ne dispose pas d'un programme politique cohérent dans le sens large du terme. Son idéologie est avant tout anti-rwandaise : l'APCLS affirme défendre l'intégrité du territoire national contre toute agression extérieure. L'APCLS reste un mouvement de revendication ethnique et de protection des intérêts (notamment fonciers) de la communauté hunde. La protection de la terre hunde et la quête d'une représentativité aux niveaux national et provincial dominent l'essentiel de leurs revendications.

Relations avec les leaders locaux et les populations : L'APCLS a des relations étroites avec les autorités coutumières hunde : les chefs coutumiers locaux ont déjà essayé d'harmoniser les différents courants du mouvement. En 2010, le Groupe d'experts des Nations Unis avait observé « des relations très positives » entre les rebelles de l'APCLS et la population Hunde locale⁵⁷. En association avec les notables locaux, l'APCLS a recruté au sein de la population, surtout parmi les jeunes désœuvrés. Ils ont organisé des séances de sensibilisation et des réunions pour gagner la population à leur cause. A Lukweti, les

⁵⁶ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013 (Il était notamment président de la jeunesse hunde de la chefferie de Bashali à la fin des années 1980).

⁵⁷ Ibid. (« Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », S/2010/596, 29 novembre 2010, p.17).

notables locaux organisaient la récolte des vivres auprès des ménages pour le mouvement⁵⁸. Son leadership est réputé être très sensible au droit international humanitaire. Les militaires sont disciplinés vis-à-vis des civils dans leurs zones d'action, et des sanctions sont prévues en cas de dérapages. En revanche, les pillages et les violences contre les civils dans les « zones ennemies » (surtout les communautés tutsis) sont fréquents. Depuis les combats contre les FARDC et la MONUSCO, leur comportement se serait dégradé et ils auraient recouru plusieurs fois à des actes de violence contre les civils.

Points d'entrée : L'APCLS est le plus accessible des groupes armés : elle est très intégrée dans le tissu communautaire hunde, et des contacts peuvent facilement être établis à travers différents acteurs : les chefs coutumiers hunde, les pasteurs protestants de la 8^e CEPAC, l'association Solidarité pour la promotion de la paix sociale (SOPROP, une mutualité hunde présente à Goma et influente dans le territoire de Masisi) et certains leaders de la société civile de Masisi.

Nduma Defense of Congo (NDC), ou "Maï Maï Cheka"

Créé en juin 2009, le NDC est d'obédience Nyanga. Le groupe est plus connu sous le nom de « Maï Maï Cheka », en référence à son leader. Ce mouvement avait comme objectif de débarrasser le territoire de Walikale de tous les « étrangers » non-originaux et spécifiquement les FDLR. Le NDC s'est battu à plusieurs reprises contre l'APCLS et les FDLR pour le contrôle de la ville de Pinga : leur rivalité a renforcé les tensions ethniques historiques entre les communautés hunde et nyanga dans la cité, entraînant un conflit interethnique ouvert. Le NDC est connu pour avoir recouru à la violence de masse contre les civils comme tactique de guerre.

Zone d'intervention : Depuis qu'il a quitté la cité de Pinga fin novembre 2013, le NDC opère dans le territoire de Walikale avec un quartier général mobile dans le groupement d'Ihana, sur l'axe Kibua-Bunyampuri. Sa présence est parfois signalée aux environs de Pinga. Sa dernière attaque sur la cité, le 13 janvier 2014, a été repoussée par les FARDC⁵⁹.

Leadership : Le NDC a un commandement unique dirigé par Ntabo Ntaberi Cheka, un homme d'affaires nyanga, autrefois négociant en minerais. Entre 2012 et 2013, ce groupe armé est apparu solide et bien structuré et avec moins de dissensions internes comparativement à d'autres groupes armés locaux. Cheka demeure le leader incontesté et bénéficie d'un soutien conséquent de la communauté nyanga. Son second est Guidon Shimwerayi. Ce dernier est considéré comme un grand combattant et le cerveau moteur des opérations militaires. Ce mouvement est structuré en deux « brigades ». Le total de ses effectifs avoisine 450 combattants, sans tenir compte des dépendants.

Agenda et intérêts : Les motivations du NDC sont essentiellement économiques notamment le contrôle des ressources naturelles. Ils contrôlent plusieurs sites miniers dans le territoire de Walikale, qui assurent la majeure partie de leurs profits. Depuis les sanctions prises par l'ONU et le gouvernement

⁵⁸ Ibid. (Local Voices Project, « Milices à Masisi », 15 janvier 2014. <http://www.localvoicesproject.com/issue-01/?language=french>).

⁵⁹ Radio Okapi, « RDC : 3 militaires tués lors d'une attaque des Maï-Maï Cheka à Pinga », 14 janvier 2014.

congolais contre Cheka, le NDC ne dispose plus d'une issue politique ou d'une vision politique plus étendue. A l'origine, les connexions entre le CNDP et le NDC étaient avérées. Les deux mouvements partageaient le même intérêt à fragiliser l'armée gouvernementale pour faciliter leurs activités, et selon certaines sources, ils avaient aussi l'ambition commune de former une « République des volcans » au Nord-Kivu. Ce partenariat a suivi la mutation du CNDP en M23, jusqu'à ce que le M23 se divise en mars 2013. En août 2012, le NDC avait aidé des soldats ex-CNDP à lancer des attaques contre l'armée dans le Sud de Masisi. Selon plusieurs sources proches du mouvement, le NDC bénéficierait également d'un appui en renseignements et matériels militaires provenant du Rwanda⁶⁰.

Relations avec les leaders locaux et la population : Cheka bénéficie du soutien de la communauté Nyanga et de plusieurs leaders locaux, notamment dans le quartier Katanga à Pinga. En revanche, le NDC est réputé comme l'un des groupes les plus violents du Nord-Kivu. En juillet-août 2010, Cheka avait ordonné une série d'attaques meurtrières à Walikale pour punir les populations locales accusées de collaborer avec le gouvernement. Des viols de masse ont été commis à cette occasion à Kibua et Luvungi. Ses membres ont perpétré des crimes contre la population civile hunde à Pinga. En septembre-octobre 2013, la MONUSCO a compté 72 meurtres de civils et près de 200 maisons incendiées⁶¹.

Point d'entrée : Le NDC est parmi les groupes armés les plus fermés et sans beaucoup d'entrées. Cependant de notabilités locales, de pasteurs protestants et certains membres de la mutualité Nyanga vivants à Goma et Kinshasa restent parmi les rares points d'entrées sécurisés pour atteindre Cheka. Plusieurs autres entrées dans les services de sécurité rwandais ont été identifiées à Gisenyi, mais celles-ci présentent plus de risques sur le plan sécuritaire.

Nyatara

Nyatara (« frapper fort » en kinyarwanda) est un ensemble de plusieurs petits groupes armés dont les principaux sont le Front pour la défense des droits humains (FDDH) (qui était notamment présent autour de Mweso) et les Forces organisées pour la défense du peuple (FODP). Les Nyatara comptent quelques centaines de combattants. Créés après la dissolution du mouvement PARECO entre 2008 et 2009, ils ont été formés par les Hutu congolais pour faire face aux conflits fonciers locaux et aux injustices sociales entre les grands concessionnaires hutu et tutsi et les populations paysannes. Le phénomène « Nyatara » s'est propagé dans la communauté hutu de Masisi à partir de 2011. Une partie des Nyatara a intégré l'armée régulière en 2013, tout en restant déployée dans leur bastion de Kibabi. Certains, plus extrémistes, ont rejeté l'offre d'intégration du gouvernement.

⁶⁰ Le Groupe d'experts de l'ONU a décrit Cheka comme un « collaborateur des forces armées rwandaises ». Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », S/2012/843, 15 novembre 2012, p. 20. Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013.

⁶¹ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013 (Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », S/2014/42, 23 janvier 2014).

Zone d'intervention : Les Nyatura sont localisés dans les zones de santé de Kirotshe, Masisi et Mweso du Territoire de Masisi et dans la zone de Birambizo et Katwe dans la chefferie de Bwito⁶². Ils sont organisés en petits groupes mobiles.

Leadership : Les différents groupes de Nyatura sont structurés, mais la coordination interne pose encore problème. Ils sont qualifiés « d'électrons libres », car ils sont plus manipulés politiquement et militairement par les politiciens de la communauté hutu de Masisi, et principalement par des députés provinciaux et nationaux hutus.

Agenda et intérêts : La problématique foncière est la principale motivation de la création de ce mouvement armé. D'autres questions liées à la problématique d'intégration du PARECO au sein des FARDC et de justice sociale sont venues amplifier leurs revendications en 2009.

Relations avec les leaders locaux et la population : Le soutien pour les Nyatura n'est pas collectif. Il vient plutôt de leaders clés au sein de la communauté hutu à Masisi. Ils disposent du soutien des autorités administratives hutu à un niveau local. La population est plus distante du mouvement. Les Nyatura pratiquent l'extorsion généralisée : ils imposent des taxes de manière systématique dans les zones qu'ils contrôlent et procèdent à des arrestations lorsque les populations ne peuvent pas payer ces taxes.

Points d'entrée : Plusieurs points d'entrée sont identifiés à travers la société civile, les grands commerçants, le clergé catholique, les FARDC, les leaders de la communauté hutu à Masisi-centre, Kitchanga, Kirotshe et Mweso. Les jeunes étudiants hutu de Masisi facilitent aussi des contacts avec les Nyatura sans trop de difficultés.

Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR)

Les FDLR sont les descendants directs des groupes composés de miliciens Interahamwe et de membres de l'ancienne armée rwandaise (FAR) ayant participé au génocide rwandais en 1994. Après la victoire du FPR, les génocidaires ont trouvé refuge au Kivu, avec comme objectif initial d'utiliser le Congo comme une base arrière pour déstabiliser le nouveau régime à Kigali. Progressivement, les FDLR se sont intégrés dans le tissu local dans l'Est de la RDC, si bien qu'aujourd'hui, ils ne sont plus uniquement constitués d'anciens « génocidaires » (même si ces derniers gardent la direction du mouvement), mais également de Hutu congolais. Les FDLR ont été affaiblis par les opérations militaires *Amani Leo* et *Umoja Wetu* menées conjointement par les FARDC, l'armée rwandaise et les Nations Unies (2008-2010), les attaques des Raia Mutomboki et du NDC, ainsi que par des tensions internes au sujet du leadership du mouvement. Leurs effectifs sont aujourd'hui estimés à 1 500 combattants environ. La Force Intervention Brigade (FIB) de la MONUSCO a l'objectif d'éliminer les FDLR après la défaite des M23, mais il n'y a eu que des opérations militaires contre les FDLR de mars 2014 à Tongo dans la Chefferie de Bwito jusqu'à présent.

⁶² Mission sur terrain en octobre 2014.

Zone d'intervention : Actuellement, les FDLR sont surtout présents dans les territoires de Lubero et de Rutshuru, parmi les villages de la chefferie de Bwito où ils sont cantonnés : Nyanzale, Katwe, Kikuku et Katsiru⁶³. Dans le territoire de Masisi, les FDLR sont localisés vers Lukweti, Lwibo,⁶⁴ Pinga et Ufamando. Il a aussi été constaté que les FDLR se dissimulent parmi les Nyatura (les deux groupes étant constitués de Hutu). Un nombre très réduit d'entre eux a également intégré l'armée congolaise. La MONUSCO a reçu 25 FDLR éléments dans le programme de DDR/RR pendant la première moitié de 2014⁶⁵. A de nombreuses reprises, des cas de collaboration locale entre des unités FARDC et les FDLR ont été constatés. Tongo dans la chefferie de Bwito est un exemple clair de cette collaboration locale pendant la période du M23. Le Groupe d'experts des Nations Unis a signalé que l'armée congolaise et les FDLR se sont rencontrés fréquemment pour échanger des informations opérationnelles et que des soldats FARDC ont fourni des munitions aux FDLR pour l'utilisation contre les M23⁶⁶.

Leadership : Depuis l'assassinat de l'un de leurs commandants M. Sadiki Soleil et l'arrestation de plusieurs de leurs dirigeants politiques en Europe, les FDLR ont restructuré leur commandement et le contrôle des militaires sur les combattants a été renforcé. Toutefois, le leadership militaire est loin de faire l'unanimité et de fortes dissensions internes fragilisent le mouvement: le commandant des FDLR Sylvestre Mudacumura, qui dirige le mouvement avec un petit noyau dur d'extrémistes, est de plus en plus impopulaire auprès d'une partie des autres officiers plus modérés et de la direction politique. Récemment, le président des FDLR a même déclaré en public qu'il était prêt à livrer Mudacumura à la justice internationale⁶⁷.

Agenda et intérêts : Les FDLR ne disposent plus d'une capacité militaire capable de conquérir le pouvoir au Rwanda (ce qui était leur objectif initial après 1994). Actuellement, ce groupe armé se focalise sur l'exploitation et le commerce du charbon de bois afin de garantir leur survie dans la forêt congolaise. Sans l'appui des FARDC, aucun avenir ne peut être projeté pour ce groupe armé qui est de plus en plus endommagé par le processus de Désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation (DDRRR) de la MONUSCO. Plus récemment, des responsables FDLR ont exprimé une volonté de cessez-le-feu et d'engager des négociations avec le pouvoir au Rwanda, mais ces ouvertures ont été rejetées par Kigali qui réclame une reddition inconditionnelle.

Relations avec les leaders locaux et la population : Les FDLR ne reçoivent pas le soutien des communautés, mais plutôt de certains leaders-clés hutu et parfois hunde. Souvent, ces réseaux de soutien ont des motivations surtout économiques. Les FDLR sont réputés pour leurs pratiques de prédation aux dépens de la population locale : ils imposent des taxes et des travaux forcés.

Points d'entrée : Pour atteindre les FDLR, les pasteurs et les chefs coutumiers sont les mieux indiqués.

⁶³ Mission sur terrain en octobre 2014.

⁶⁴ Mission sur terrain en octobre 2014.

⁶⁵ Congo: What's happening in FDLR's stronghold in Rutshuru?, Timo Mueller, July 8, 2014.

⁶⁶ S/2013/433, par. 107 et S/2012/843, par. 106.

⁶⁷ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013 (Radio France Internationale, « RDC : Sylvestre Mudacumura, des FDLR, va-t-il être livré ? », 11 avril 2014).

3.2.4.2. Mobilisation autour de la terre et de l'identité

Mobilisation autour de l'identité

A cause d'une gouvernance personnalisée/patrimoniaire et le manque d'institutions publiques qui protègent les citoyens et leurs biens, les Congolais s'identifient avec et comptent sur leur affiliation avec leur groupe ethnique pour assurer leur sécurité et survie, y compris l'accès à la terre. L'appartenance ethnique est un outil de mobilisation électorale ainsi que la base de la mobilisation par des groupes armés qui prétendent protéger leurs intérêts, comme décrit ci-dessus. Dans la zone « Autour de Kitchanga » comme ailleurs au Nord-Kivu, cet antagonisme ethnique existe surtout vis-à-vis de groupes considérés comme « étrangers », les Banyarwanda, mais également au sein du groupe des rwandophones, en particulier entre Hutu et Tutsi⁶⁸. Dans un climat de méfiance, les rumeurs, stéréotypes et préjugés prospèrent. Les tensions interethniques dans les cités visitées se présentent de la manière suivante :

Les tensions intercommunautaires ont des racines profondes à Pinga, et la méfiance persiste. Néanmoins, récemment, la cohabitation pacifique s'est améliorée grâce aux opérations militaires qui ont rétabli la sécurité et ont permis le retour des déplacés et le programme de transformation de conflit mené par SFCG. Cependant, la peur persiste au sein de la population qui pense que les leaders des groupes armés (APCLS et NDC) pourraient manipuler par force leurs communautés et les inciter à la haine et à des hostilités ethniques. Aussi, l'influence négative du député provincial originaire de Pinga est non négligeable en ce qui concerne la mobilisation électorale. Il demeure une personne à suivre malgré sa participation dans le processus de paix entamé par SFCG. La population a aussi peur que les jeunes s'enrichissent illicitement sur le dos des populations en rejoignant les groupes armés. Les enquêtés ont aussi raconté que les chefs coutumiers pourraient compromettre la paix et rappeler à leurs enfants et leurs communautés qu'il ne faut pas cohabiter avec une autre communauté⁶⁹.

Des craintes similaires existent à Kitchanga. Les élections locales sont imminentes (en 2015) et inquiètent les membres des communautés qui ont peur que les politiciens exploitent les tensions ethniques pour des gains politiques. A Kichanga et Mweso, la question identitaire reste préoccupante. Dans ces villes multiethniques, tout est perçu sous l'angle identitaire. Les communautés hutu et tutsi sont perçues par la communauté hunde comme des Congolais formés à l'usage de la force. Des petites disputes et différends, des questions de gouvernance et de sécurité, et des conflits fonciers et de pouvoir prennent une connotation ethnique et sont exacerbés par cette connotation⁷⁰.

A Burungu, au contraire, il n'existe pas de tension interethnique dans la cité. La population est majoritairement tutsi, et est davantage en conflit avec d'autres localités. Burungu est perçue par d'autres communautés comme la terre des Tutsi et ceci freine leur cohabitation avec les zones voisines⁷¹.

⁶⁸ Mission sur terrain en août 2014.

⁶⁹ Ibid.

⁷⁰ Ibid.

⁷¹ Mission sur terrain en août 2014.

A Nyanzale, les tensions entre les Hutu et la coalition des Hunde et Nande sont élevées. La méfiance et les rumeurs caractérisent ces communautés et la cohabitation n'est presque pas possible. Le départ des FARDC en juillet de cette année a créé des rumeurs que les Mai Mai viendront défendre les Hunde et que les FDLR viendront défendre les Hutu. Les Hunde reprochent toujours aux Hutu qu'ils ne sont pas natifs de la zone et qu'ils doivent rentrer chez eux alors que les Hutu s'organisent pour se défendre en s'appuyant sur les FDLR. Ces tensions interethniques amènent parfois à la violence interethnique. En janvier 2014, un chef de poste hutu a tué un jeune garçon nande. Suite à cela, la communauté nande s'est soulevée et a démolit tous les biens appartenant à ce chef. Ces communautés se disputent surtout l'accès à l'eau potable qui est devenue une denrée rare avec l'arrivée des déplacés. Les Hunde ont récemment frappé à mort un garçon hutu parce qu'il voulait puiser de l'eau avant les autres. Plusieurs femmes reviennent des puits blessées à cause de ces disputes pour l'eau. En reprochant aux Hutu de ne pas être originaires de la zone, les Hunde les accusent d'être des FDLR et leur interdit de puiser⁷². L'antagonisme s'est étendu au plus haut niveau. Pendant la période électorale, les leaders soumettent la communauté locale à d'importantes pressions pour qu'ils élisent les Hutu de manière systématique, afin de sauvegarder leur pouvoir – les Hutu détiennent le pouvoir politique et prescrivent que le chef à Nyazale doit provenir de la royauté hutu⁷³.

A Katsiru, la communauté hunde est en dispute avec la communauté tutsi. Les Hunde chassent les Tutsi de leurs champs et, pour les revendiquer, les Tutsi font des incursions la nuit pour piller et tuer les membres de l'ethnie hunde. Cela génère la peur au sein de la communauté hunde, illustrée par l'expression que les Tutsi sont visibles pendant la journée, mais qu'ils disparaissent la nuit⁷⁴.

Il n'existe pas de conflits intercommunautaires à Birambizo, car la localité est habitée en grande partie par les Hutu.

Conflits liés au pouvoir

Les conflits liés au pouvoir dans la zone ciblée opposent surtout les chefs coutumiers et les différents groupes ethniques. Toujours dans le but de renforcer leur légitimité qui dépend du soutien de la part de leurs groupes ethniques, les chefs coutumiers sécurisent leurs communautés et leurs biens. Les autorités coutumières se disputent l'acquisition du pouvoir en utilisant la violence et le soutien des groupes armés si nécessaire. L'accès au pouvoir permet en effet l'accès à la terre et aux ressources naturelles ainsi qu'aux emplois pour la famille et leur groupe ethnique. Pour cette raison, certaines communautés se confient plus à l'autorité coutumière (spécifiquement les Hunde qui détiennent ce pouvoir), et d'autres favorisent les relations avec l'autorité étatique (surtout les Hutu et les Tutsi qui n'ont pas de pouvoir coutumier). Ce type de relations avec le pouvoir renforce les conflits ethniques⁷⁵.

A Kitchanga et Mweso, la légitimité des chefs coutumiers hunde souffre du fait qu'ils proviennent d'une communauté minoritaire, comme ailleurs dans la zone concernée. Les Hutu et Tutsi veulent s'y opposer et conquérir le pouvoir local pour participer à la prise de décisions et à la gestion des affaires publiques.

⁷² Ibid.

⁷³ Mission sur terrain en octobre 2014.

⁷⁴ Mission sur terrain en octobre 2014.

⁷⁵ Ibid.

Le conflit s'aggrave du fait que les Hutu et Tutsi, originalement immigrants de Rwanda, n'ont pas l'accès au pouvoir coutumier. Pour cette raison, les communautés rwandophones se prononcent en faveur de la dissolution du pouvoir coutumier, pour instaurer une autorité étatique qu'ils souhaitent neutre et inclusive. La communauté hunde rejette cette proposition et s'appuie sur la communication autour de leur droit ancestral coutumier⁷⁶.

A Pinga, le conflit de pouvoir coutumier est devenu violent là où les chefs coutumiers et leurs groupes ethniques, soutenus par des groupes armés, se sont battus pendant plusieurs années. Le conflit remonte à un événement clé de 1995. Un groupe de jeunes hunde avaient maltraité la population locale (des Hunde et Nyanga) et le chef coutumier nyanga, le mwami Ngulu Maneno, devait plaider pour que les violences et tracasseries cessent. Celui-ci fut alors tué par un jeune hunde. En réaction, la communauté Hunde s'est mobilisée pour arrêter et livrer le jeune assassin à la communauté nyanga qui fut assassiné et mangé par les proches du mwami. Ceci a provoqué des vagues de protestation au sein de la communauté hunde. Cet événement est la source des tensions constantes entre ces deux communautés⁷⁷. Au cours de 2014, SFCG a réalisé un projet d'urgence visant le renforcement de la cohabitation pacifique ayant abouti à la stabilisation de la tension intercommunautaire dans cette zone.

A Burungu, les conflits de pouvoir sont moins intenses parce que le pouvoir est entre les seules mains des autorités étatiques⁷⁸. Cependant, le pouvoir coutumier du mwami Bashali est contesté par la population, ce qui génère des revendications sur la gestion des taxes et les affectations des agents de chefferie. Cela ne génère néanmoins pas de conflits violents⁷⁹.

Alors que des communautés se battent pour le pouvoir traditionnel, les chefs coutumiers ont perdu une grande partie de leur légitimité. Leur déclin est allé de pair avec l'affaiblissement du système coutumier d'allocation des terres à partir des années 1970. Beaucoup ont profité de la réforme foncière de 1973 (ouvrant les terres coutumières à la vente privée) pour s'enrichir en privatisant de larges concessions, puis en les vendant à des entrepreneurs, souvent d'origine rwandaise. Des centaines de familles paysannes ont ainsi été chassées de leurs terres par leurs propres autorités coutumières, ce qui a fortement endommagé la popularité de ces derniers à long terme⁸⁰.

Mobilisation autour de la terre

Les grandes concessions et la dualité de la loi foncière

La terre est un enjeu majeur des conflits dans la zone. Depuis la période coloniale, l'accroissement de la population et l'abandon progressif du système traditionnel de répartition des terres ont entraîné un appauvrissement des paysanneries locales et une dégradation des liens sociaux. Les conflits autour de la question foncière ont pris une connotation ethnique avec l'arrivée massive de populations

⁷⁶ Ibid.

⁷⁷ Mission sur terrain en août 2014

⁷⁸ Burungu a seulement été créé pendant l'époque de CNDP par les déplacés tutsi.

⁷⁹ Mission sur terrain en août 2014

⁸⁰ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013.

rwandophones, qui a considérablement bouleversé les équilibres démographiques⁸¹ et créé de fortes tensions entre les arrivants et les communautés se considérant comme « autochtones », notamment les Hunde⁸².

Favorisés par le régime de Mobutu, les Banyarwanda ont pu accéder à des positions de pouvoir et sont rapidement devenus la nouvelle élite économique de la région. Ils ont surtout tiré profit de la nouvelle législation foncière adoptée en 1973 (qui faisait passer toutes les terres sous le contrôle de l'Etat et les ouvrait à la vente privée) pour acquérir de vastes étendues de terres à travers le territoire de Masisi et la chefferie de Bwito au détriment des paysanneries locales⁸³. Cette réforme foncière qui a détruit le système coutumier d'allocation des terres, a engendré des inégalités considérables au profit d'une petite élite banyarwanda : en 1989, près de 60% des terres de Masisi enregistrées auprès des autorités étaient contrôlées par seulement 512 familles, dont 503 rwandophones⁸⁴. Néanmoins, la grande majorité des Banyarwanda, surtout les Hutu, partagent le même statut de petits paysans pauvres que leurs équivalents « autochtones ». La réforme foncière a surtout profité à une petite élite d'entrepreneurs tutsi et donc des tensions ethniques ont aussi émergé entre les Tutsi et les Hutu, pour la plupart des cultivateurs⁸⁵.

La nouvelle loi a aussi créé une dualité de la loi foncière car le droit coutumier continue à être appliqué. Cette dualité entre le droit écrit et le droit coutumier permet aux leaders politiques et coutumiers de manipuler la loi pour acquérir de larges portions de terres et en chassant les populations paysannes. Des centaines de foyers hunde se sont fait expulser de leurs terres au profit de riches acquéreurs, souvent sans aucune indemnisation par leurs autorités coutumières corrompues. Les inégalités se sont encore accrues au cours de ces dernières années. Quelques chefs coutumiers (par exemple le mwami Bashali et sa famille à Kitchanga) s'enrichissent en vendant les terres qui appartiennent aux gens des autres groupes ethniques. A Kikuku et les environs, certaines personnes influentes telles que le mwami actuel qui ne sont pas de la localité viennent acheter les champs des paysans qui doivent les abandonner. Ces derniers se retrouvent sans soutien et ne savent pas à qui recourir. A Rusinga, par exemple, un commerçant a envahi une plantation en disant avoir les documents prouvant que le champ lui appartient. Un leader local explique que la population a cultivé sur cette plantation depuis une période d'indépendance. D'autres plantations sont aussi réclamées par des personnes influentes en complicité avec les conservateurs des titres fonciers affectés aux territoires. La population s'organise en comité pour se battre mais souvent se retrouve sans soutien et ne savent pas où recourir⁸⁶.

⁸¹ Les densités de population de certaines régions de l'est de la RDC sont très élevées et en 1970 les terres vacantes se faisaient déjà rares. Ainsi, la densité de population est passée de 35 habitants/km² dans les années quarante à une estimation de 123 habitants/km² en 1983 dans le Territoire de Masisi. (Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010, p. 15).

⁸² Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013.

⁸³ Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010.

Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013.

⁸⁴ Denis M. Tull, *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo)* (Hamburg: Institut für Afrika-Kunde, 2005)..

⁸⁵ Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010, p. 36.

⁸⁶ Mission sur terrain en octobre 2014.

Des titres officiels peuvent être créés pour ces terres si elles sont déclarées vacantes et peuvent ainsi être vendues à quelqu'un d'autre. C'est aussi le cas quand les gens qui ont fui la guerre sont retournés et ont trouvé leur terre vendue pendant leur absence. Les interlocuteurs nous ont parlé de cas à Kitchanga où le gouvernement ou le chef coutumier a vendu ou s'est approprié la terre par force. Aussi, les grands concessionnaires à Kitchanga sont souvent des politiciens ou des militaires, et ils utilisent leurs positionnements pour protéger leurs propriétés, parfois au détriment de la population locale et de la chefferie⁸⁷. Pendant les périodes du RCD et du CNDP, l'argent de la guerre a été utilisé par les élites politico-militaires tutsi (et dans une moindre mesure hutu) pour investir dans la terre et acquérir de nouvelles concessions. Le Groupe d'experts des Nations Unies a identifié plusieurs hommes d'affaires qui ont profité de leurs liaisons avec le CNDP pour acquérir des terres à Masisi entre 2006 et 2008⁸⁸. Les chefs rebelles de ce mouvement se sont appropriés illégalement les terres appartenant aux paysans et les ont vendues aux hommes d'affaires. Après la guerre, les populations voulant retourner dans leurs champs n'y étaient plus autorisées par les nouveaux propriétaires des terres. A Pinga, les personnes interrogées lors de la mission de terrain nous ont parlé des ventes illicites des terres sans informer les chefs coutumiers, et aussi de l'occupation illégale de la terre par des étrangers. Une grande partie de ces terres serait aujourd'hui la propriété de hautes personnalités politiques et militaires rwandaises proches du régime à Kigali, qui ont investi au Congo sous le couvert de responsables rebelles et d'hommes d'affaires congolais d'expression rwandophone⁸⁹.

L'accaparement des terres génère, au niveau local, de fortes frustrations. Les habitants de la zone de Kitchanga nous ont rapporté de nombreux cas de grands concessionnaires tels que Kamanzi, Bulondo Ndany, Rugijiro, Mitima, et de militaires comme Laurent Nkunda, Baudouin Ngariye et Zimurinda qui ont acheté de grandes parcelles de terre du gouvernement, des autorités coutumières ou de la population locale (parfois par force) dans un but commercial ou économique. Quelques-uns ont pris illégalement et par force des parties du Parc national de Virunga. Ensuite, les communautés environnantes ont perdu leurs champs proches, et développent par conséquent une frustration de voir qu'il existe des concessions énormes, alors qu'eux manquent de terres pour leur survie. De plus, l'information récoltée sur le terrain montre que certains grands concessionnaires continuent d'élargir illégalement les limites de leurs concessions après l'achat⁹⁰. A Katsiru, à titre d'exemple, la plupart des propriétaires des plantations poursuivent leurs intérêt économiques jusqu'à dépasser les limites de leurs champs. Katsiru est subdivisé en deux parties, celle de la chefferie et celle des plantations. Certains concessionnaires ont été accusés d'aller au-delà de leurs limites jusqu'à occuper les champs des villageois qui ne savent pas ou ni à qui se plaindre. De plus, la population se plaint du fait que certaines personnes considèrent Katsiru comme inhabité et disent que des députés locaux voudraient que la population n'y soit plus pour ériger Katsiru en véritable ferme⁹¹.

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ Les personnes identifiées par le Groupe d'experts des Nations Unies sont: Philippe Gatutsi, Fiat Felin, Damien Munyarugerero, Emmanuel Kamanzi, TribertRujugiro et Kampala Karitanyi. Conseil de sécurité des Nations Unies, « Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo », S/2008/773, 12 décembre 2008.

⁸⁹ Mission sur terrain en août 2014.

⁹⁰ Ibid.

⁹¹ Ibid.

Les frustrations en sein de la population paysanne sont exacerbées par le fait que les grands concessionnaires ne mettent pas toujours en valeur les pâturages qu'ils possèdent et laissent parfois de grandes étendues de terres inexploitées. A Mweso, les personnes rencontrées nous ont rapporté qu'il était possible de louer les champs qui appartiennent aux concessionnaires, mais ces derniers demandent des redevances plus chères que la valeur de la récolte. Le concessionnaire a nommé quelqu'un du village pour garder la terre. Le service de gardien n'étant pas payé, il demande lui-même des redevances des agriculteurs comme salaire. Quelques personnes qui ont perdu leurs champs ont donc décidé qu'il valait mieux déménager au camp des déplacés proche du village⁹².

Entre avril et novembre 2013, une douzaine d'incidents entre grands concessionnaires et paysans cultivateurs à la recherche de terres ont été documentée dans les concessions voisines à la cité de Kitchanga. Les gens sont souvent obligés de marcher de longues distances pour cultiver les champs ou élever leurs vaches. Ces marches journalières sont longues et fatigantes, et l'éloignement des champs représente un haut risque pour les paysans, surtout pour les femmes et les enfants : elles nous ont exprimé leur peur, ayant vécu des attaques violentes, des viols, et des intimidations par les groupes armés, et des membres de l'armée et de la police. Néanmoins, la survie de leur famille dépend généralement de l'accès aux champs⁹³.

Avec l'augmentation de la population qui est proportionnelle à l'augmentation de la valeur des champs, de nouveaux conflits sont à prévoir. A Birambizo, des Hunde avaient vendu leurs champs aux Hutu, et aujourd'hui, ils ont tendance à regretter leur décision et à réclamer leurs anciens champs. C'est aussi le cas à Nyanzale, Kikuku, et d'autres villages comme Mirangi ou Mutanda où cela a déjà créé des conflits interethniques. Ces tensions peuvent s'aggraver et nécessitent une implication des autorités locales et étatiques⁹⁴.

Les femmes les premières victimes

Dans ce contexte, les femmes sont les premières victimes de la dualité de la loi. Elles sont responsables de la majorité de la production alimentaire dans les zones rurales et jouent un rôle central dans l'économie de subsistance. Théoriquement, le code foncier de 1973 accorde le droit de jouissance sur les terres rurales à tous, sans distinction de sexe. Cependant, les coutumes et pratiques traditionnelles discriminatoires envers les femmes, encore très suivies, excluent celles-ci de l'héritage et de la succession. Cela s'empire avec la diminution de la disponibilité de terres vacantes⁹⁵. A Birambizo, la fille n'est pas présente dans l'héritage de la terre, et lorsqu'elle est déjà mariée et que l'un de ses parents meurt, la terre qui lui était accordée peut être retirée par les autres héritiers⁹⁶. Les enfants des mères sans terre (comme les veuves, les femmes séparées ou divorcées, etc.) grandissent dans la pauvreté avec peu de moyens de subsistance. A cause de la guerre, le nombre de veuves augmente et beaucoup d'enfants restent sans terre héritée et sans travail.

⁹² Ibid.

⁹³ Ibid.

⁹⁴ Ibid.

⁹⁵ Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012, p. 22

⁹⁶ Mission sur terrain en octobre 2014

Conflit entre les éleveurs et les agriculteurs

Les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs sont nombreux, les bêtes des premiers s'égarant sur les champs des derniers. Pour les agriculteurs qui préparent la terre à la main sans charrue, bêtes ou autres moyens, c'est un problème très grave. Avec la croissance démographique et l'occupation des terres par les grands concessionnaires, l'espace diminue et les deux modes d'utilisation de la terre se confrontent. Par conséquent, depuis 1993 des vaches ont été blessées gravement ou tuées, et des bergers ont été assassinés. Ce conflit a pris un caractère ethnique, car les agriculteurs sont majoritairement Hunde et Hutu, et les éleveurs Tutsi. Les conflits fonciers deviennent plus graves et explosifs quand ils sont instrumentalisés et dotés d'une composante ethnique.

Des conflits entre cultivateurs et éleveurs se manifestent dans toute la zone ciblée, avec exception de Burungu où la population est presque mono-ethnique ; majoritairement tutsi. Burungu est donc épargné du phénomène d'ethnisation des conflits fonciers. De plus, les conflits fonciers sont plus facilement réglés entre les membres d'une même communauté et les terres ont été plus ou moins équitablement distribuées entre la population locale sous le contrôle du CNDP, ce qui diminue des tensions foncières.

Pour le reste de la zone, la situation demeure tendue. A Kitchanga et Mweso, ce phénomène existe depuis 20 ans et s'intensifie sporadiquement. A Kitchanga, actuellement, ce conflit a dégénéré entre un groupe de jeunes hunde et des propriétaires de vaches tutsi. On raconte que les Hunde auraient blessé les vaches des Tutsi ce qui, pour ces derniers, constitue une provocation extrême. Le fait que ni la police ni les FARDC ne soient intervenues n'a fait qu'empirer les tensions. La haine contre l'ethnie des Tutsi a souvent été expliquée en invoquant leur immigration depuis l'époque coloniale, l'occupation de la terre, et leur liaison (préssumé) avec le groupe armé M23. Certaines personnes se plaignent du fait que les Tutsi aient reçu trop de pouvoir à travers les accords de paix, et qu'ils utilisent ce pouvoir pour défendre leurs terres et leur rôle dominant dans l'économie⁹⁷. La situation est aussi tendue à Lukweti où les vaches viennent de l'extérieur pour être élevées dans la localité. Comme il n'y pas d'espaces appropriés, la divagation du bétail crée des tensions avec les agriculteurs. Un habitant a témoigné que les tensions étaient tellement vives que certains sont prêts à tuer les vaches en divagation⁹⁸. Cela aurait le potentiel de généré une guerre ethnique.

A Nyanzale, la divagations des vaches appartenant en majorité aux Hutu sont aussi fréquentes. Les cultivateurs Hunde déplorent qu'en cas de revendications, les éleveurs Hutu les traitent en inférieurs. Les cultivateurs Hutu présents déplorent de leur part le comportement du chef de la localité hunde et ses collaborateurs qui ravissent les champs des cultivateurs hutu sous prétexte qu'ils ont été mal acquis. D'autres sont obligés de payer le « ngemu » qui est une rançon qu'on doit verser auprès du chef pour pouvoir exploiter un champ. « Ce qui nous étonne est que nous commençons à payer le « ngemu » même dans nos propres champs », affirme un cultivateur Hutu⁹⁹.

⁹⁷ IRIN, 2013.

⁹⁸ Mission sur terrain en août 2014.

⁹⁹ Mission sur terrain en octobre 2014.

3.2.4.3. Exploitation des ressources naturelles

L'exploitation des minerais

Selon plusieurs sources locales dans les cités visitées, il n'existe aucune relation de causalité entre les conflits locaux et l'exploitation des ressources naturelles en plus des conflits fonciers, avec l'exception de Pinga. Cependant, selon certaines informations non confirmées, la chefferie de Bashali est riche en minerais non encore exploités. Il est aussi à noter que la Société minière SOMIKIVU exploite les minerais dans la chefferie de Bwito. Les activités sont suspendues pour le moment mais seront relancées en décembre 2014, selon certaines sources.

A Pinga, par contre, le NDC/Cheka a profité de l'exploitation des minerais (or, cassitérite) et du bois pour financer l'achat de matériels militaires et le paiement des rémunérations des combattants entre 2007 et 2013. Les chefs coutumiers nyanga résidants à Pinga ont été impliqués dans l'écoulement des minerais, surtout l'or, qui finance l'effort de guerre. Il est à noter que le NDC est le seul mouvement qui payait les combattants recrutés localement.

Pour les autres groupes armés, beaucoup de preuves montrent que les groupes armés sont plus alimentés par les taxes perçues auprès de la population locale et les financements des grands concessionnaires, des politiciens et les officiers supérieurs de l'armée et de la police à travers les mutualités locales. Néanmoins, cela ne veut pas dire que les groupes armés actifs dans la zone ne profitent pas de l'exploitation des minerais dans la périphérie de la zone. Ces profits importants motivent les groupes armés à continuer d'utiliser la violence.

Conflit autour du Parc national des Virunga

Plusieurs conflits existent avec le Parc national des Virunga, mais parmi les plus importants est un conflit entre l'ICCN et une centaine de familles à Bwiza. Avant 1994, Bwiza faisait partie entièrement du parc des Virunga et n'existait pas comme localité. La communauté tutsi a progressivement envahi cette partie du parc pour en faire une zone d'élevage et de refuge pour les Tutsi venants des plantations rachetées de Rutshuru et Masisi. Ces familles ont installé définitivement leur habitat dans la concession du Parc national des Virunga pendant l'occupation du CNDP, et l'ICCN leur a demandé de quitter à plusieurs reprises.

3.2.4.4. Dynamiques régionales

Manipulations des acteurs politiques, militaires et économiques

De l'indépendance en 1960 au milieu des années 1990, les tensions politiques dans la zone ciblée étaient avant tout causées par des enjeux locaux, en lien avec la triple problématique de la terre, du pouvoir et de l'identité. Cependant, les dynamiques du conflit ont évolué dans les deux dernières décennies : la violence est devenue une stratégie des élites politiques et militaires, basées à Goma, Kinshasa voire même Kigali, cherchant à défendre leurs intérêts ou à protéger leur statut¹⁰⁰. « *La*

¹⁰⁰ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013.

rébellion est devenue un élément clé des stratégies de l'élite dans l'optique de soutenir son statut et de protéger ses intérêts »¹⁰¹.

Ces élites restent ancrées dans le tissu local. Elles utilisent les griefs locaux existants pour mobiliser la population. Certains dignitaires du Rwanda ou des intermédiaires qui ont des liens au Rwanda et qui possèdent des terres dans la zone, essaient de mobiliser et instrumentaliser les communautés rwandophones. Des hautes personnalités politiques et militaires rwandaises proches du régime à Kigali possède une grande partie des terres et investissent au Congo sous couvert des responsables rebelles et des hommes d'affaires congolais.

A titre d'exemple, la zone de Pinga a été au centre des affrontements entre des groupes armés qui ont des liens aux niveaux provincial, national et régional. Le groupe armé NDC-Cheka est taxé par la population et certains experts d'avoir été allié avec le mouvement M23 et par extension avec le gouvernement rwandais. Ce groupe aurait aussi paradoxalement bénéficié de l'appui de certains généraux des FARDC et des politiciens congolais aux niveaux national et provincial. Ceci reflète la complexité et la multitude de différentes positions au sein des différents groupes et acteurs impliqués dans le conflit. Essentiellement, ce groupe a bénéficié de ces appuis parfois contre-nature, à cause de son accès aux minerais et parce qu'il fut un acteur militaire puissant qui a gagné la confiance de certains dignitaires et membres de la communauté.

Zone d'origines des réfugiés

Depuis 2002, on constate un afflux lent, mais régulier de personnes franchissant la frontière avec le Rwanda pour se rendre au Nord-Kivu, notamment sur le territoire de Masisi¹⁰². Le retour des réfugiés est spontané et il n'y a pas de chiffre officiel du total de rapatriés spontanés qui sont arrivés en RDC¹⁰³. De nombreux rapatriés spontanés réclament la citoyenneté congolaise, et leur chiffre a augmenté ces dernières années et devrait continuer à augmenter dans les années à venir. La majorité des réfugiés présents au Rwanda et au Burundi sont des Tutsi et leur retour est de ce fait particulièrement délicat. Selon des chefs « autochtones », des organisations de la société civile et des hommes politiques et certains des réfugiés seraient en fait des Rwandais qui n'ont jamais vécu en RDC. La confusion concernant ces réfugiés constitue un risque très sérieux pour la stabilité de la région.

L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) estime qu'il y a 50 000 réfugiés officiels au Rwanda, 20 000 au Burundi et 45 000 en Ouganda. La plupart peuvent s'attendre à trouver leurs terres et leur maison occupées par d'autres à leur retour. Bien souvent, les terres seront prises par des membres de leur famille qui risquent de ne pas être disposés à les abandonner, ou bien par des voisins ou des étrangers qui en ont gagné le contrôle soit par la force soit en l'achetant d'une tierce personne.

¹⁰¹ Jason Stearns, *PARECO. Questions Foncières, Hommes Forts Locaux, et Politique de Milice Au Nord-Kivu*, Usalama Project (London: Rift Valley Institute, 2012). Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013.

¹⁰² Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010, p. 25-26.

¹⁰³ Le système de gestion du monitoring de retour/Rapatriés spontanés a été seulement mis en place par l'UNHCR en 2014.

Certains individus occupant les terres laissées vacantes par les réfugiés sont armés¹⁰⁴. La problématique est rendue d'autant plus complexe que l'accord tripartite entre la RDC, le Rwanda et HCR prévoit un libre choix, quel que soit leur origine, de la zone de réinstallation des rapatriés¹⁰⁵.

Les réfugiés rwandais en RDC

Il y a eu une tendance des réfugiés rwandais à s'identifier aux Hutu congolais parce qu'ils ne veulent pas rentrer au Rwanda. Par exemple, certains quittent les camps des réfugiés pour aller aux camps de déplacés avec des identités congolaises (carte d'électeur). Il est difficile d'identifier un Hutu congolais d'un Hutu rwandais. Cette tendance n'a jusqu'à présent pas créé des tensions liées à la terre car ils ne réclament généralement pas de terre. Ils sont davantage intéressés au commerce et à l'exploitation des ressources naturelles. D'autre part, quelques ex-FDLR se sont intégrés dans l'armée nationale congolaise comme des congolais. Ces deux tendances ont eu comme conséquence une augmentation de la population hutu qui a un impact sur le plan politique car les Hutu sont devenus majoritaires dans presque toute la zone ciblée¹⁰⁶.

3.2.4.5. Conclusion

Interactions des dilemmes

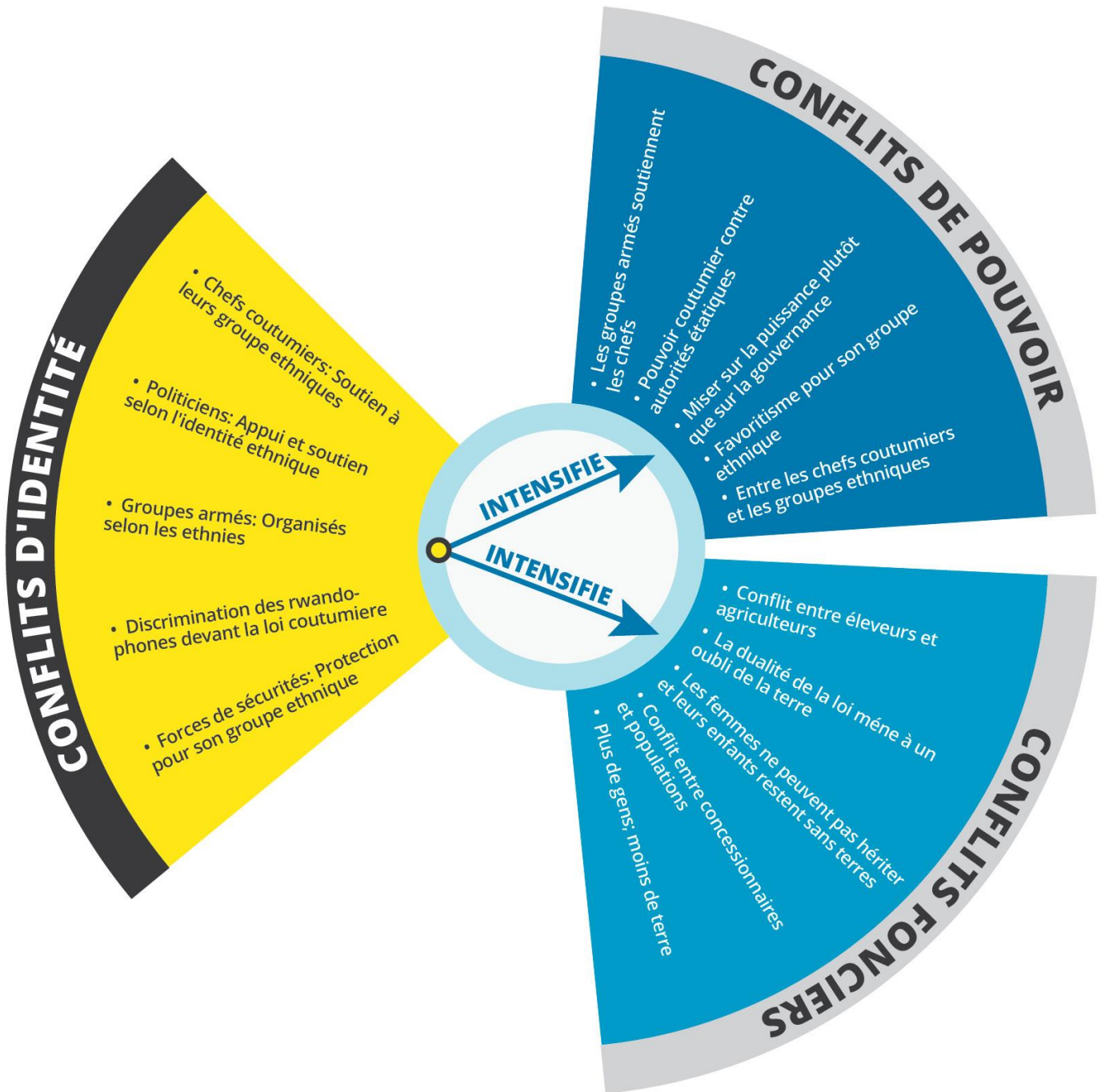
Cette analyse révèle que la population forme des groupes d'autodéfense, souvent mobilisés autour des ethnies, pour se protéger et pour avancer leurs intérêts économiques et politiques. Les groupes armés entrent dans le vide sécuritaire, l'absence d'autorité étatique et le manque d'un contrat social efficace entre l'Etat et la population. L'analyse expose comment les tensions d'ordre foncier, qui ont souvent une dimension ethnique, se produisent comme conséquence d'une très faible présence du gouvernement et du manque d'application de la loi pour protéger les personnes et leurs biens. Des entrepreneurs de conflits tels que des politiciens et leaders nationaux, régionaux et traditionnels profitent de cette faiblesse étatique et manipulent les tensions interethniques et la création des groupes armés sur des bases ethniques pour gagner les élections ou pour accéder aux ressources naturelles.

Ci-dessous une illustration des conflits d'identité, de pouvoir et foncier :

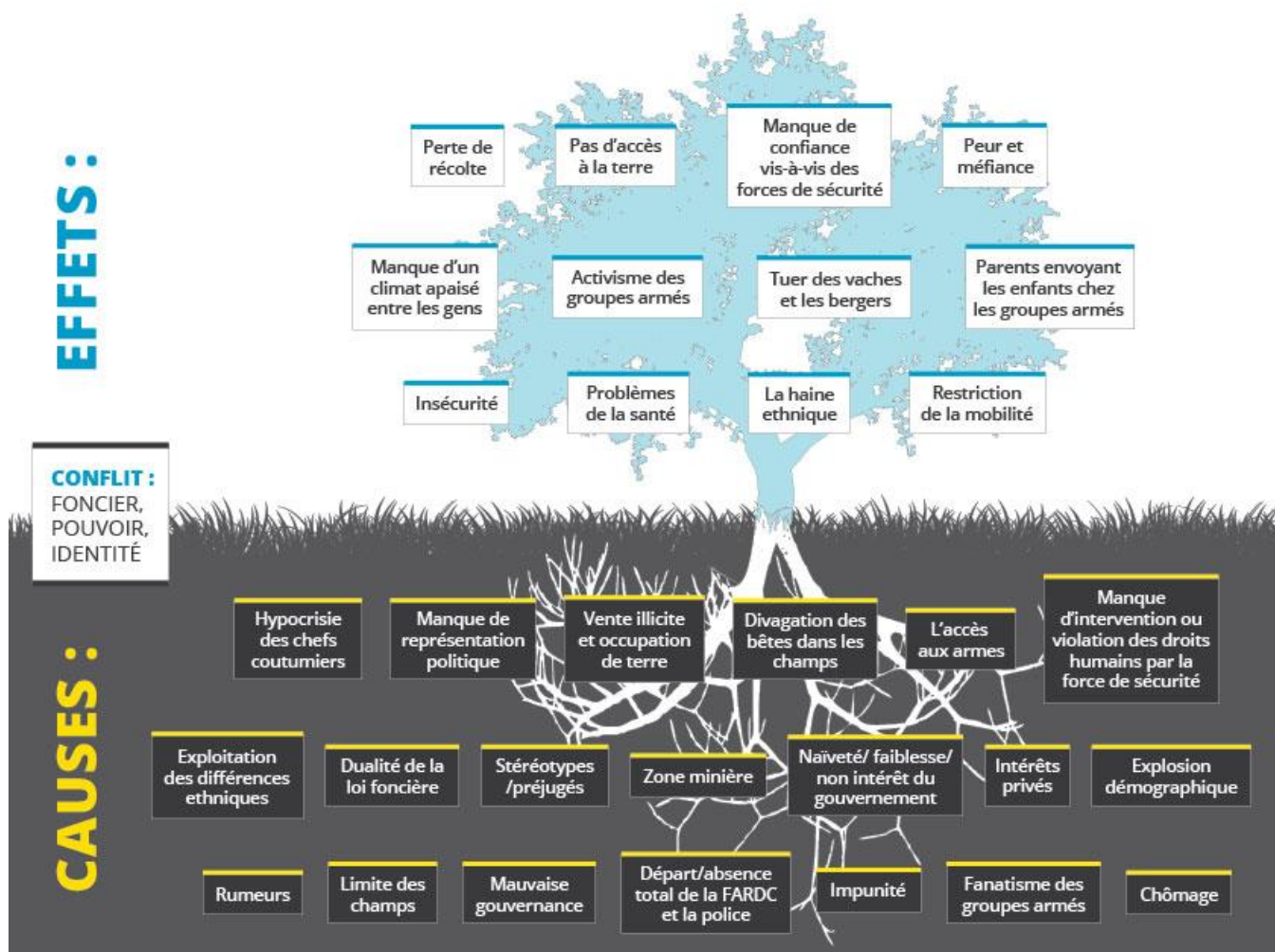
¹⁰⁴ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013.

¹⁰⁵ Pour que les Bashali fument le calumet de la paix, ASP en partenariat avec Life&Peace Institute, 2014, p. 23.

¹⁰⁶ Mission sur terrain en août et octobre 2014.



Ci-dessous un « arbre de conflit » qui visualise les conflits, les causes des conflits, et les effets des conflits :



3.2.5. Dynamiques positives

3.2.5.1. Processus de paix locaux

Résolution des conflits

Les gens vivant et travaillant dans la zone « Autour de Kitchanga » ont, pour la plupart, mentionné l'approche non violente comme mécanisme préféré pour résoudre les conflits à tous les niveaux (individuel, communautaire et intercommunautaire), dont le dialogue est le plus important. Les interlocuteurs nous ont parlé des réunions de discussion qui sont organisées ad-hoc par le conseil des sages, des chefs, et des résidents, dès que des rumeurs surgissent parmi les gens. Normalement, ces réunions peuvent diminuer les tensions, mais ne sont pas neutres quand il s'agit d'inclure des personnes influentes, et exclure la participation des femmes. Le conseil de famille figure aussi parmi les mécanismes les plus appliqués. Dans le Bwito, contrairement à la chefferie de Bashali, le recours à la justice à travers le tribunal de paix à Rutshuru-centre est aussi mentionné. Toutefois, certains enquêtés, femmes et hommes, reconnaissent que la violence aide parfois à résoudre un problème local plus rapidement¹⁰⁷. De manière générale, les femmes sont exclues des activités traditionnelles et coutumières au niveau de la communauté. Néanmoins, quelques associations dirigées par des femmes

¹⁰⁷ Missions sur terrain en août et octobre 2014.

issues de toutes les communautés, sont actives et selon les témoignages récoltés, leurs interventions sont très importantes et souvent prises en compte lors de prise des décisions locales.

Deux Barza en cours d'implantation à Kitchanga et Pinga par la MONUSCO et le Barza provincial ont aussi été signalés. Le Barza est une institution intercommunautaire au niveau de la province du Nord-Kivu qui a comme objectif d'atténuer les conflits locaux. Dans cet effort de revitaliser le Barza, il est important qu'il garde son indépendance. Une des raisons pour lesquelles le Barza n'était plus actif depuis 2004/5 était l'influence de certains politiciens, surtout du RCD, qui rendaient l'institution partielle au sein de la population. La division entre les rwandophones et les autres était devenue une caractéristique de cette institution et un des majeurs instigateurs était le gouverneur Serufuli à l'époque. Il est donc important que le Barza soit perçu comme légitime par la population locale. Il est aussi nécessaire que le Barza devienne une institution ayant la capacité de ne pas seulement atténuer mais aussi de résoudre des conflits¹⁰⁸.

Transformation des conflits

SFCG et d'autres ONG nationales et internationales, en collaboration avec les associations et organisations locales, organisent des activités de sensibilisation et de formation sur la cohabitation pacifique et le combat de la haine et des préjugés entre les paysans des communautés. Les jeunes se sont aussi organisés en association VI.JI.P.CO pour lutter contre la haine ethnique qui a plongé la localité de Kitchanga dans une situation de pauvreté aigue¹⁰⁹. D'autres associations dans la zone sont *Save communities in conflict* à Kitchanga et Pinga, ASP : Action Solidaire pour la paix à Kitchanga et ASPLP dans le Bwito et la chefferie de Bashali.

Grâce à ces institutions, des changements positifs ont été observés à Kichanga et Pinga récemment, surtout par rapport au conflit d'identité ethnique. Par exemple, avant et pendant la guerre, les membres des communautés se sont côtoyés en faisant référence à leur communauté d'une manière raciste («toi Hutu, sors de là, tu vas rentrer chez toi au Rwanda»). Actuellement, les communautés commencent timidement à se rapprocher sans trop de discrimination. A Pinga, les gens peuvent encore aller aux marchés des autres groupes dans les autres quartiers. Ils vont dans la même église, et sont soignés dans le même hôpital. Les gens ont même dit qu'ils mangent encore ensemble (ce qui n'était pas possible avant par peur d'empoisonnement), et que des mariages interethniques sont déjà célébrés¹¹⁰. La réussite des initiatives de paix à Pinga et Kichanga est due à un processus continu. La mise en place d'un programme cohérent et d'une vision à long terme a permis d'engager les parties prenantes dans un processus durable. Par ailleurs, des échecs sont à imputer à l'organisation d'activités spontanées, l'organisation d'un dialogue isolé en dehors d'un processus complet (étude de base, consultations des parties prenantes, formation des parties prenantes sur la transformation des conflits, dialogues, sensibilisation, etc.).

¹⁰⁸ Phil Clark, *Ethnicity, Leadership and Conflict Mediation in Eastern Democratic Republic of Congo: The Case of the Barza Inter-Communautaire*, Journal of East African Studies, 2008.

¹⁰⁹ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le territoire de Masisi, SFCG, 2013 (A Pinga c'est plutôt l'église 8iem CEPAC).

¹¹⁰ Mission sur terrain en août 2014.

Evaluations de ces mécanismes par les communautés

Les interlocuteurs ont mentionné les limites de ces interventions : parfois, cela fonctionne et parfois, non ; les conflits ne sont pas vraiment résolus et quelques-uns refont surface après un temps. Les préjugés et la haine sont aussi particulièrement résistants. Il y a encore beaucoup des gens qui n'ont pas eu la chance d'accéder à une formation sur la cohabitation pacifique, et parfois quelques bénéficiaires des programmes de sensibilisation rechutent. Pour ce qui concerne les associations locales, le manque des capacités et de connaissance sur les méthodes et techniques de la transformation et résolution des conflits ainsi que le manque de motivation des personnes œuvrant dans ces associations ont été cités par les enquêtés.

Ils ont aussi parlé des acteurs clés qui ne changent pas ou ne soutiennent pas la résolution des conflits. Il s'agit de quelques chefs coutumiers et politiciens qui instrumentalisent les populations, le gouvernement qui reste inchangé et intouchable, et les grands concessionnaires qui constituent la majorité des membres du gouvernement et qui ne s'intéressent pas à la situation de la population. A titre d'exemple, les grands concessionnaires de Kitchanga – Messieurs Kamanzi et Serufuli – ont demandé aux FARDC d'expulser les agriculteurs qui travaillaient dans la concession CCA ex-Mwenenge qui leur appartient maintenant.

Médiation des conflits fonciers

Les systèmes de médiation sur les conflits fonciers sont aujourd'hui bien développés : par exemple, en 2012, l'agence onusienne UNHABITAT a résolu plus de 640 conflits dans l'Est de la RDC. Cependant, la médiation trouve ses limites pour les conflits fonciers liés à l'accaparement des terres par des grands concessionnaires : selon le chercheur Koen Vlassenroot, « *la médiation n'a, semble-t-il, qu'un impact sur les conflits entre les agriculteurs ; dès que les acteurs de premier plan, comme les grands propriétaires fonciers ou les commandants de l'armée, sont impliqués, cela devient très, très difficile* »¹¹¹.

En mars 2013, le Ministère des affaires foncières a annoncé un train de mesures dans le cadre d'un vaste projet de réforme agraire dans le territoire de Masisi, visant à octroyer à la population paysanne des espaces pour cultiver. Mais selon la société civile locale, cette réforme est combattue par les grands concessionnaires qui se sont regroupés afin de bloquer toute initiative de réforme du système actuel. « *Est-ce que quelqu'un d'influent comme Serufuli peut laisser passer une pareille initiative ?* », nous a déclaré l'un d'entre eux¹¹². Une telle réforme risque ainsi d'attiser les tensions, vu l'influence politique que conservent ces propriétaires.

Les centres de médiation foncière, mis en place par l'ONG Action et Aide pour la Paix (AAP) et UNHABITAT ayant pour objectif de prévenir et de gérer les conflits fonciers, sont installés dans la zone

¹¹¹ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013 (IRIN, « Analyse : Petites avancées sur la réforme agraire dans l'est de la RDC », 30 janvier 2013).

¹¹² Entretien, grand concessionnaire, Kirolirwe, 13 décembre 2013. Eugène Serufuli a été gouverneur du Nord-Kivu entre 2000 et 2007. Il est désormais député au Parlement national à Kinshasa. D'origine Hutu, il reste jusqu'à aujourd'hui la personnalité la plus influente de sa communauté.

ciblée mais leur efficacité dépend d'un financement continu du côté des partenaires internationales. En vue de l'ampleur de structure de médiation de conflits fonciers, le gouvernement a recommandé que toutes ces structures soient consolidées dans le CLPC (ci-dessous).

Finalement, des Cadres inter-paysans pour la transformation des conflits (CITC) ont été mis en place suite à une table ronde entre les membres des différentes communautés de Bashali qui a eu lieu en 2013. La table ronde a été facilitée par Action Solidaire pour la Paix (ASP) avec l'appui de Life and Peace Institute (LPI). Ces CITC travaillent surtout sur des conflits fonciers individuels, sur le plan micro, mais qui ont moins d'influence directe sur la communauté ou les conflits intercommunautaires au niveau macro.

Les initiatives étatiques

Le Comité local de paix et conciliation (CLPC) est actif dans la médiation à Katsiru et Kikuku avec l'appui de Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à travers le Plan de stabilisation et de reconstruction des zones sortant des conflits armés dans l'Est de la RDC (STAREC). Le CLPC a le mandat de s'occuper du développement holistique, tandis que les deux autres bureaux institutions se consacrent entièrement à la médiation des conflits fonciers. Le chef de groupement de Kikuku qui est le président de la CLPC nous a expliqué que les efforts de médiation sont très appréciés par la population. Le rôle du CLPC dans la médiation est important, les gens peuvent aller se plaindre sans devoir payer de l'argent. Les deux partis sont convoqués pour trouver une solution et si la solution n'est pas trouvée, ils sont référés au tribunal de paix à Rutshuru-centre. Il a été constaté que les acteurs intervenant dans le milieu ne contactent pas les CLPC, qui devraient normalement jouer un rôle de coordination. Le manque d'implication du CLPC par les partenaires internationaux et nationaux explique en partie que le CLPC n'intervient pas plus profondément dans le développement. A présent, il y a un aussi bureau de CLPC à Kitchanga mais l'institution CLPC n'est pas opérationnelle dans la chefferie de Bashali alors que le besoin est important¹¹³.

D'autres institutions publiques interviennent dans le règlement des litiges fonciers, notamment l'Administration locale, de l'inspection de l'agriculture, de l'environnement et des titres immobiliers ou l'Officier de la police judiciaire. Les gens n'approchent pas ces institutions pour des raisons différentes comme les frais élevés exigés.

Rôle des autorités coutumières

De manière générale, les autorités coutumières dans la zone ciblée n'exercent que rarement une influence positive en matière de construction de la paix. Ils s'engagent assez peu dans des initiatives de dialogue ou de médiation¹¹⁴. Normalement, l'autorité coutumière devrait être la première instance à saisir pour trouver une solution négociée aux conflits intercommunautaires, surtout de nature foncière. Cependant, les chefs coutumiers font souvent preuve d'un esprit partisan et radical et les gens n'ont pas tendance à les contacter de manière systématique. Les autorités coutumières, sont non seulement

¹¹³ Mission sur terrain en octobre 2014.

¹¹⁴ Entretien, Bweremana et Sake, 28 février, 1er mars 2014. Une exception est le Mwami Primo Bahuma de la Chefferie de Bahunde qui a été loué par plusieurs personnes interrogées pour sa participation aux efforts de paix. Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013.

partisanes mais prennent aussi part à la violence. L'exemple le plus flagrant du rôle joué par les autorités coutumières dans la violence est celui de Pinga. Les enquêtes réalisées par SFCG en décembre 2013 sur les dynamiques sociales à Pinga ont montré la place centrale occupée par les chefs coutumiers hunde et nyanga dans les violences à Pinga : Les chefs facilitaient le renseignement de l'APCLS et du NDC, leur ravitaillement en vivres, non-vivres et matériels de communication, et l'infiltration de miliciens de leurs communautés respectives dans la cité de Pinga. Ils facilitaient aussi la communication entre les groupes armés et la population locale. Par exemple, avant une attaque des NDC sur Pinga, le mouvement informait les chefs coutumiers du jour et de l'heure de l'attaque afin que ceux-ci avisent la population nyanga. De même, les chefs hunde avisaient leurs administrés avant toute attaque de l'APCLS pour qu'ils se mettent à l'abri auprès de la MONUSCO. Dans le cas du NDC, les chefs coutumiers nyanga résidents à Pinga demeurent impliqués dans le trafic des minerais, surtout de l'or, qui finance l'effort de guerre.

Rôle des médias

La zone ne compte aucune station de télévision et aucune presse écrite. Des radios dites « communautaires » encore opérationnelles concentrent l'essentiel des activités médiatiques. Ces radios ont joué un rôle souvent positif lors des épisodes de violence, en diffusant des messages de paix et en refusant d'inciter à la haine ethnique. La plupart de ces radios dans le territoire de Masisi sont des partenaires de Search for Common Ground. A Kitchanga, on n'y trouve la Radio Maendeleo qui est opérationnelle, à Kibarizola la Radio Kibarizo, à Mweso la Radio communautaire de Mweso et à Kalembela la Radio communautaire de Kalembé. Il n'existe qu'une petite radio à Bwito.

Parmi les radios mentionnées ci-dessus, une certaine coloration ethnique domine les médias opérationnels localement sans que cela incite directement à la violence. Concrètement, comme les médias sont créés directement par les politiques ou sous couvert des politiciens avec but d'entretenir l'électorat, ils s'inscrivent malheureusement dans le développement séparé sur le plan ethnique (certaines de ces stations radio ont une audience quasi-exclusivement hunde ou hutu). Le management mono-ethnique présente des risques¹¹⁵.

Rôle des églises¹¹⁶

L'église catholique

L'église catholique joue généralement un rôle positif de connecteur entre les communautés. Elle prêche la cohabitation pacifique et organise des activités de réconciliation. L'église romaine a toujours été au-devant de la scène pour la recherche et la construction de la paix dans la zone ciblée à travers ses services spécialisés, à l'instar de la Commission justice et paix (CJP), installée dans toutes les paroisses et chapelles, et des Conseils paroissiaux qui s'occupent de la gestion des conflits entre les fidèles dans leurs communautés.

¹¹⁵ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013.

¹¹⁶ Ibid.

L'église catholique en tant qu'institution a joué un rôle plus ou moins impartial et est restée présente dans les villages dans les moments les plus difficiles qu'a connue la zone des années 1990 jusqu'à aujourd'hui. Par exemple, pendant les violences de février 2013, l'église catholique de Kitchanga a accueilli une centaine de personnes vulnérables de différents groupes ethniques fuyant les atrocités des groupes armés. *« J'étais attaqué par mes propres voisins pro-APCLS et lorsqu'il y a eu accalmie, j'ai appelé le curé qui m'a exhorté à venir me réfugier à la paroisse. Il m'a permis de sauver ma vie et celle de ma famille pendant le moment le plus difficile de ma vie »*¹¹⁷. Selon plusieurs personnes interrogées, le curé de la paroisse a maintenu une position modérée tout au long des violences.

L'église catholique cherche à éloigner les prêtres originaires de Masisi et Rutshuru de leurs communautés afin d'éviter tout dérapage à caractère ethnique. Il a été observé que les prêtres non originaires sont mieux tolérés par toutes les parties aux conflits. *« Pour éviter l'église de la haine, nous évitons ces derniers temps que des prêtres hutu ou hunde soient responsables des paroisses dans le territoire de Masisi. Ceux qui étaient là ont été mutés ailleurs. Actuellement, l'essentiel de ces prêtres est concentré à Goma »*.

Cependant, si la politique de l'église de se démarquer de toutes les parties en conflit est claire, beaucoup de chrétiens catholiques ont été impliqués ou sont encore parties prenantes de la violence en tant qu'instigateurs directs ou indirects des violences. A Pinga, malgré les violences ethniques, la chapelle catholique de Katanga a gardé pendant un certain temps un rôle plus ou moins rassembleur pour les fidèles nyanga et hunde, jusqu'à ce que les Hunde soient contraints de se déplacer à cause des violences¹¹⁸. *« Pendant les moments de paix, on priait ensemble sans discrimination, mais lorsqu'ils se sont déplacés pour fuir l'oppression ethnique du NDC dans la forêt, la chapelle est devenue mono-couleur (Nyanga) »*¹¹⁹.

L'église protestante

Contrairement à l'église catholique, les églises protestantes ne disposent pas d'une politique cohérente, d'une stratégie ou d'une orientation spécifique pour faire face aux violences intercommunautaires. Les communautés spirituelles protestantes sont fortement ethnicisées. La communauté de la 8^e CEPAC est à prédominance hunde ; la 3^e CBCA est largement dominée par les Nande ; la plupart des fidèles de la 55^e CBCE sont des Hutu ; enfin, les Hutu et les Tutsi appartiennent souvent à la Communauté adventiste du 7^e jour. Comme les églises sont souvent parmi les principaux pourvoyeurs d'emplois dans la zone ciblée, leur ethnisation a des répercussions plus larges sur les relations intercommunautaires. Par exemple, la communauté de la 8^e CEPAC à Pinga est à prédominance hunde ; par ricochet, presque tous les postes de responsabilité de pasteur, de directeur ou de préfet de l'école ou de médecin-directeur de l'hôpital sont attribués à des membres de cette communauté.

¹¹⁷ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013 (Entretien, Kitchanga, 6 décembre 2013).

¹¹⁸ Ibid. (Katanga est une des trois localités de Pinga (Territoire de Walikale) qui abritait le siège du NDC).

¹¹⁹ Ibid. (Entretien, Pinga, 18 décembre 2013).

Beaucoup de témoins à Kichanga, Kalembe, Pinga et Masisi-centre ont fait état de messages de prédication à double sens, en vue de mobiliser ou d'inviter les croyants à soutenir des activités à connotation ethnique. Lors du culte du 29 janvier 2013, en pleine crise ethnique entre la coalition hutu-hunde et les Tutsi, le pasteur de la 8^e CEPAC de Kichanga a prêché sur le nationalisme spirituel en prenant l'exemple des Israéliens et des Palestiniens. Au cours de son sermon, il a insisté sur le rôle que doivent jouer les Hunde afin de chasser les « autres agresseurs » (Tutsi) de la terre des ancêtres. Si ce message a été acclamé par les fidèles hunde, il a été difficilement digéré par les quelques fidèles hutu et tutsi qui étaient présents.

En vue des recherches, il s'avère que les pasteurs ne sont pas les premiers bénéficiaires idéologiques, politiques, financiers et sociaux. Ils constituent une classe intermédiaire, car ils parviennent à contrôler les sources de revenus (églises, écoles, hôpitaux). Les vrais bénéficiaires sont des politiciens locaux : ceux-ci utilisent leurs liens avec les pasteurs pour enraciner leur idéologie à des fins électoralistes. Certains pasteurs sont également très proches des groupes armés. En avril 2013, le pasteur de la 8^e CEPAC de Kichanga aurait récolté des fonds auprès des fidèles pour soutenir l'APCLS¹²⁰.

Dans certains cas, les églises protestantes peuvent, à l'inverse, servir de pont entre les communautés. Ainsi, depuis 1996, les Hutu et les Tutsi se sont rassemblés sur les questions religieuses au sein de communautés telles que la Communauté adventiste, où ils partagent des intérêts sans trop de querelles. Cette alliance de fait constitue souvent un rendez-vous de réconciliation et de compromis économiques, politiques et sociaux. Plusieurs tentatives de réconcilier les Hutu et les Tutsi ont été organisées à travers l'Église adventiste, avec comme slogan « *Notre union réside dans notre langue commune* ».

3.2.5.2. Structuration de la société civile¹²¹

La société civile de Masisi

La société civile joue un rôle de rapprochement intercommunautaire et de plaidoyer en faveur des populations en difficulté. En avril 2013, la société civile de Kichanga et Pinga a contribué activement à la libération de plusieurs otages locaux détenus illégalement par les milices Nyatura, APCLS et NDC. 23 jeunes de Kichanga, Mweso et Mpeti ont été secourus lors de cette opération initiée par la société civile locale dans un environnement de risque élevé. Du 6 au 8 décembre 2013, la société civile de Kichanga a d'ailleurs organisé plusieurs descentes de plaidoyer à la MONUSCO et aux états-majors des FARDC et de la PNC pour réclamer le départ ou le changement de l'unité Groupe mobile d'intervention (GMI) de la PNC, responsable de plusieurs violations des droits humains dans la cité de Kichanga.

Cependant, les conflits interethniques que connaît le territoire de Masisi ont endommagé la solidité de la société civile. Selon des sources, le tribalisme a infiltré la société civile depuis les années 1990. Pour peser sur le plan décisionnel, chaque communauté s'est efforcée de placer ses pions, capables de défendre ses intérêts et de faciliter sa domination sur les autres. Au fil du temps, à l'image de la société

¹²⁰ Entretien à Kichanga. Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013.

¹²¹ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013.

civile nationale, l'unité de la société civile s'est vue reposer sur des critères d'équilibre dans la représentation des communautés, au détriment des intérêts des populations. Les critères de compétence passent toujours au second-plan, derrière les considérations ethniques. Si en public, les membres de la société civile semblent parler un même langage, ils adoptent souvent un comportement contraire lorsqu'ils sont abordés en privé.

L'indépendance et l'impartialité de la société civile de Masisi ne sont pas garanties non plus. Les représentants de la société civile se sentent moins redevables à l'égard de leurs communautés respectives qu'à l'égard de leur hiérarchie, la Coordination provinciale de la société civile basée à Goma. Selon certains témoignages, les décisions majeures du président de la société civile au niveau territorial sont adoptées en plénière uniquement après consultation préalable de certaines autorités provinciales¹²². La politisation de la société civile a aussi diminué sa capacité d'exprimer les revendications des populations locales.

Selon certaines sources, quelques cas de corruption des membres de la société civile ont été décelés. En février 2013, le président sectionnaire de la société civile dans la chefferie de Bashali aurait reçu une enveloppe d'un député provincial hunde afin de camoufler des actes violents perpétrés par les combattants de l'APCLS (majoritairement Hunde) dans ses rapports qu'il a transmis au Gouvernement provincial et à la Coordination provinciale de la société civile. Les différents rapports transmis par la société civile de Kitchanga souffraient effectivement de plusieurs insuffisances, dont la partialité et l'imprécision, et s'avéraient plus à charge des FARDC et de la communauté tutsi, sans déterminer clairement les responsabilités de la milice hunde¹²³.

La société civile de Rutshuru

Bwito fait partie de la société civile territoriale de Rutshuru. Après que la plupart de ses animateurs aient quitté le territoire pour trouver refuge à Goma et ailleurs pendant l'occupation de M23, ils sont repartis en mois de décembre 2013 pour redynamiser leur structure. Ils ont élu un nouveau comité pour trois ans géré par Monsieur Jean Claude Bambaze. D'une manière générale, la société civile au niveau territorial s'implique tant bien que mal dans la résolution des conflits communautaire. Par exemple, elle a contribué à l'effort de conciliation initié par l'Initiative pour un leadership cohésif (ILC) qui est une organisation internationale basée à Kinshasa œuvrant dans la résolution pacifique des conflits. L'ILC avait organisé en 2012 et 2014 deux ateliers pour tenter de rapprocher les communautés de Rutshuru sur la question de cohabitation pacifique et résolution des conflits et la réconciliation¹²⁴.

La branche de la société civile de Bwito, par contraire, est plutôt un outil politique d'intérêts privés. Par exemple, le président de la société civile de Nyanzale est soutenu par un député national qui a fait du lobbying pour que le président devienne chef de poste d'encadrement administratif à Kitchanga. Cette

¹²² Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013 (Entretien avec le Président de la société civile, Sake, 4 décembre 2013).

¹²³ Analyse des rapports de la société civile de Kichanga, Kichanga, 14 décembre 2013. Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013.

¹²⁴ Section Affaires Civiles MONUSCO NK.

nomination d'une personne originaire de Rutshuru n'a pas été bien perçue par la population locale. Les relations au bureau étaient tendues avec beaucoup de menaces jusque qu'au renvoie du chef. Le président de la société civile de Nyanzale n'est pas une personne indépendante pour conduire des actions de la société civile. Son vice-président est une commerçante qui ne semble pas avoir des intérêts neutres non plus. En outre, la société civile à Nyanzale a des relations de collaboration avec les FDLR à qui il a été demandé de se déployer pour protéger la population. Le président de la société civile à Katwe soutient également Serufuli qu'il appelle « le seul leader » de la zone¹²⁵.

De plus, la société civile de Bwito est caractérisée par une crise de confiance et de leadership et s'est divisée en deux, la société civile des Hunde et Nande, et la société civile des Hutu et Tutsi. Chaque société civile nomme le vice-président d'un membre de l'autre communauté, choisissant une personne avec peu de capacité.

Rôle des femmes

Les conflits qui ont secoué la zone ciblée n'ont pas épargné les femmes. A plusieurs moments, les femmes ont été l'objet d'exactions ciblées, notamment des violences sexuelles. Selon le Collectif des femmes de Kitchanga, la problématique des violences sexuelles et la lutte contre les violences ont paradoxalement permis la promotion du leadership féminin, à travers les efforts de renforcement des capacités des femmes engagées sur le plan local. A Kichanga, Mweso, Pinga ainsi que à Masisi-centre et Sake, plus d'une vingtaine de femmes (pour la plupart des enseignantes) sont devenues des actrices influentes de la société civile à travers le lobbying contre les violences sexuelles. A Pinga, c'est désormais une femme, Mme Marie-Claire Nsesi, qui dirige la société civile locale. Mme Chance Mabutwa, du Collectif des femmes de Masisi, a déclaré : « à travers les différentes formations organisées sur les violences sexuelles et le genre par les partenaires, j'ai acquis des compétences qui m'ont permis de parler au nom de la communauté féminine ».

Certaines associations féminines se sont également distinguées par leur activisme en faveur de la paix. Par exemple, l'association féminine MUMAMA (*Muungano wa Wamama wa Masisi*) est engagée dans la construction de la paix depuis plusieurs années. Lors de la guerre du CNDP (2006-2009), des représentantes de MUMAMA sont intervenues auprès des autorités locales des groupes opposés et même auprès des présidents rwandais et congolais pour plaider en faveur de la cohabitation interethnique¹²⁶. D'autres associations de femmes dans la zone sont CAFEPEDI : le Collectif des associations féminines pour paix et le développement intégral et DFJ : Dynamiques des femmes juristes à Kitchanga et l'Association des femmes spéciales à Pinga. Le Bwito n'est constituée que des associations des femmes commerçantes et agricultrices à Nyanzale qui s'occupent plutôt des questions liées à leurs métiers.

¹²⁵ Mission sur terrain en octobre 2014.

¹²⁶ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013 (Entretien, Président de la société civile de Sake, Sake, 1^{er} mars 2014).

3.2.5.3. Provision de services par des organisations non gouvernementales

L'apport de la communauté internationale dans la résolution des conflits dans le territoire de Masisi, à travers les ONG et les agences du système des Nations Unies, a été remarquable, mais à longterm souffert de son intermittence et du manque d'expertise de certains intervenants. Beaucoup d'organisations ont travaillé depuis le milieu des années 1990 sur la problématique interethnique et l'exploitation illégale des ressources naturelles qui alimente les conflits. Ces interventions ont permis de stabiliser les tensions ; toutefois, l'attention a été portée principalement sur les manifestations visibles des conflits – violences, massacres, incendies de maisons, viols, ségrégation identitaire, expropriation des terres – sans s'attacher à analyser les conflits plus en profondeur les dynamiques de conflits pour proposer des interventions appropriées.

En outre, la société civile se dit fatiguée de voir défiler les organisations qui administrent des sondages, puis organisent des ateliers, dont les recommandations ne sont ni appliquées ni suivies : *« parfois, on accepte d'y aller pour bien manger à midi et percevoir le per diem à la fin de chaque journée (...) Apparemment, ils viennent juste pour dépenser afin de clôturer leurs budgets, sans avoir un plan cohérent et une vision d'aider les populations à vivre ensemble. C'est pourquoi la violence persiste dans le Masisi »*¹²⁷. De plus, la conception d'une aide « piégée » qui considère les interventions des ONG et des agences de l'ONU comme une consommation de fonds au service d'un agenda occidental malicieux dans les Kivus se généralise progressivement. Selon les membres du Collectif des jeunes de Kitchanga : *« Lorsqu'un blanc te donne un kilogramme d'haricots, il cherche à en tirer une tonne de cassitérite. Les ONG ne nous aident pas réellement. D'ailleurs, elles amplifient les conflits, et leur argent nous permet de nous entretenir davantage »*¹²⁸.

D'ailleurs, l'impartialité des ONG internationales est parfois mise en cause : à Pinga, les interlocuteurs nous ont parlé des conflits avec des ONG internationales et la MONUSCO qui sont perçus comme travaillant seulement avec un ou deux communautés ethniques, les Hunde ou les Nyanga. Une ONG internationale a été accusée de favoriser les activités des rebelles du NDC (notamment en transportant des proches du mouvement) et a été contraint de suspendre ses activités. Les interlocuteurs ont aussi dit que la MONUSCO n'est pas intervenue pendant la guerre malgré ses armes, et que les gens n'ont jamais fait confiance à cette organisation¹²⁹. A Nyanzale, les Hutu réclament tous les postes stratégiques, au détriment des autres communautés ethniques, dans des organisations qui viennent travailler dans la zone. C'est ainsi que deux ONG internationales ont dû arrêter leurs activités suites à cette accusation. La population ne bénéficie plus des aides et plusieurs regrettent les soins médicaux gratuits qu'offrait une ONG internationale et d'autres communautés envient les Hutu de ce geste¹³⁰.

Les interventions humanitaires dans les domaines de la santé et de l'éducation sont très appréciées par la population de Nyanzale. Cependant, l'efficacité de l'aide dans le domaine des infrastructures routières a été remise en cause. Par exemple : La réhabilitation de la route par deux organisations internationales

¹²⁷ Ibid. (Entretien, Président de la société civile de Kitchanga, Kitchanga, 4 décembre 2013).

¹²⁸ Ibid. (Focus group, Collectif des jeunes de Kitchanga, Kitchanga, 9 décembre 2013).

¹²⁹ Mission sur terrain en août 2014.

¹³⁰ Mission sur terrain en octobre 2014 (focus-group femmes, Nyanzale).

n'a pas convaincu les usagers locaux. Les interlocuteurs nous ont également dit qu'ils n'apprécient pas forcément les interventions des certaines ONG. Elles font du recrutement extérieur et ne veulent pas travailler avec la population locale. A titre d'exemple, une ONG internationale qui était venue avec le projet de micro-crédit était venue avec les agents de Goma au lieu de recruter localement les agents de terrain qui maîtrisent bien la zone.

3.2.5.4. Conclusion

La population préfère une approche non-violente aux conflits mais elle reconnaît que la violence aide parfois à résoudre un problème local plus rapidement. Le dialogue est le mécanisme préféré parmi les mécanismes disponibles. Des réunions de discussion sont organisées ad-hoc par le conseil des sages, des chefs, et des résidents, dès que des rumeurs surgissent parmi les membres des communautés tandis que le Barza est en train d'être relancé dans quelques endroits. UNHABITAT et les CLPC s'engagent dans la médiation des conflits fonciers qui est bien développée et appréciée. Sauf si les acteurs de premier plan sont impliqués, la médiation a un impact sur les conflits fonciers.

La société civile de Masisi s'implique dans la transformation des conflits avec des activités de cohabitation pacifique. Elle joue un rôle important de rapprochement intercommunautaire et de plaidoyer en faveur des populations en difficulté, mais les préjugés et la haine sont résistants. Beaucoup de gens n'ont pas encore eu la chance d'accéder à une formation sur la cohabitation pacifique et la qualité de la société civile souffre car les critères de compétence passent parfois au second-plan, après les considérations ethniques. La participation des femmes est exclue de manière générale. Il n'y a que quelques femmes actrices influentes de la société civile à Kitchanga, Mweso et Pinga qui font le plaidoyer contre les violences sexuelles et peu d'associations féminines dans le domaine de la paix. La société civile de Bwito est moins forte, sert plutôt des intérêts privés et souffre d'une crise de leadership. Le caractère ethnicisé de la société civile à Masisi et à Bwito pourrait constituer un obstacle pour leur participation dans les activités de stabilisation dans cette zone.

Les activités de sensibilisation et de formation sur la cohabitation pacifique et le combat de la haine et des préjugés organisés par SFCG et d'autres ONG nationales et internationales, en collaboration avec les associations locales, sont perçues positivement. En générale, les interventions par des humanitaires sont soutenues. Néanmoins, la société civile se dit fatiguée de voir défiler les organisations qui administrent des sondages, puis organisent des ateliers, dont les recommandations ne sont ni appliquées ni suivies. Et quelques organisations sont perçues comme travaillant seulement avec une ou deux communautés ethniques, au détriment des autres.

D'autres acteurs actifs sont les radios et les églises catholiques qui souvent jouent un rôle positif lors des épisodes de violence en diffusant ou prêchant des messages de paix et en refusant d'inciter la population à la haine ethnique. De manière générale, les églises protestantes et les autorités coutumières n'exercent que rarement une influence positive en matière de construction de la paix ; ils font souvent preuve d'un esprit partisan et radical.

3.3. Faisabilité

3.3.1. Degré de présence de l'Etat¹³¹

L'administration civile

Dans l'ensemble, les services publics dans le Masisi ne répondent pas ou ne satisfont pas correctement les besoins des populations locales. L'administration civile est présente sur l'axe Kitchanga-Pinga, y compris à Kitchanga, Mweso et Pinga, mais elle est inefficace. Le plus grand problème est la formation insuffisante des agents, la mauvaise infrastructure des bâtiments et le manque d'équipement. Beaucoup de fonctionnaires ne sont pas payés par l'Etat congolais. L'administration publique est caractérisée par la corruption et le manque de neutralité. A titre d'exemple, il nous a été rapporté que l'ancien tribunal de paix à Kitchanga¹³² a jugé certains dossiers impliquant les Hunde avec suffisamment de largesse en défaveur des Tutsi et Hutu.

Depuis les combats entre les FARDC et l'APCLS de cette année, l'administration civile ne s'est pas encore réinstallée dans les localités de Lukweti et Lwibo. Lwibo devrait avoir un chef de poste d'encadrement administratif (la représentation de l'administration publique), un chef de poste ANR, un poste de la police et d'autres services. Lukweti devrait avoir un poste d'encadrement administratif, un chef de poste ANR, un sous-commissariat de la police et d'autres services. Actuellement, les chefs coutumiers jouent le rôle de représentants de l'Etat ; par conséquent, l'absence de neutralité dans la gestion des conflits interethniques et la justice populaire. Aucune institution judiciaire n'est implantée dans la zone. Seul le « bushenge », qui est une sorte de Barza de la communauté hunde constitue un cadre judiciaire local. Toutes les questions sont jugées selon la coutume. Le tribunal de paix au niveau du territoire n'est saisi que lorsqu'il y a absence de compromis.

Dans le Bwito, les infrastructures civiles sont aussi mal entretenues, y compris les bureaux des groupements, les postes de polices et les bureaux secondaires de l'Etat-civil. Toute l'administration de la chefferie de Bwito se trouve à Kikiku où des bâtiments sont insuffisants. Il n'y a ni une maison d'accueil ni une prison pour la PNC. Les agents ne sont pas formés, ne sont pas approvisionnés et n'ont pas de moyen de transport. A Nyanzale, il y a le service de renseignement, le chef de poste d'encadrement administratif, la PNC, les FARDC, la DGRAD et la DGR-NK. La plupart de ces agents publics ne sont pas formés, outillés ni payés. Prenons l'exemple du poste d'encadrement administratif où il y a six agents dont trois ne sont pas formés et aucun n'est salarié. A Birambizo, le poste d'encadrement comprend trois agents qui ne sont ni formés, ni outillés ni salariés et n'ont même pas de bâtiments. A Katsiru, la plupart des agents publics sont formés, sauf les agents de la PNC.

Les forces de sécurité

Présentement, les 802^{ème}, 804^{ème} et 806^{ème} régiments et un bataillon de l'URR (Unité de Réaction Rapide) des FARDC sont présents dans la zone :

- Le 802^e régiment, sous la direction du colonel Dodet, est déployé autour de Pinga
- Le 804^e régiment est actif à Mweso, Kitchanga et jusqu'à récemment à Lukweti

¹³¹ Missions sur terrain en août et octobre 2014

¹³² Le tribunal de paix à Kitchanga a été transformé en une annexe du tribunal de paix de Masisi-centre il y a quelques mois.

- Le 601^{ème} Bataillon de l'URR est déployé dans la chefferie de Bwito

Dans la chefferie de Bwito il y a environ 59 policiers, dont seulement la moitié est payée. Dans beaucoup d'endroits dans le Bwito, les FARDC sont absents. Les groupes armés profitent de ce vide sécuritaire pour s'établir comme protecteur des gens alors qu'ils propagent leurs agendas, comme expliqué dans la section « dilemmes sécuritaires », et tandis que les abus contre les civils sont répandus.

D'une manière générale, les FARDC et la PNC sont perçues comme des forces prédatrices responsables de nombreux abus contre les civils, comme décrit dans la section « dilemmes sécuritaires ». Elles ne sont pas perçues comme des acteurs stabilisateurs, mais plutôt comme des acteurs d'insécurité. Des agents sécuritaires exigent des taxes de toute genre, érigent des barrières, font travailler les gens et volent du bétail et autres objets de valeur de la population civile. De plus, les militaires sont jugés impartiaux. Cette perception est particulièrement répandue là où les régiments sont composés des ex-CNDP et dirigés par des commandants tutsi. Le mauvais comportement des services de sécurité est surtout le résultat du non-paiement des officiers et du manque de professionnalisme en sein de ces institutions. Le 802^{ème} régiment sous la direction du colonel Dodet à Pinga fait exception : les militaires ont une meilleure attitude vis-à-vis des civils et des cas de violations des droits humains sont condamnés. La bonne discipline dans la conduite des opérations et le strict respect des droits humains sont progressivement observés.

3.3.2. Interventions en cours (humanitaire, stabilisation, développement)

Cette zone bénéficie de plusieurs interventions humanitaires dans le secteur de l'éducation, de la santé, de la sécurité alimentaire et de la protection. Kitchanga est le siège local des différents ONG, notamment Médecins sans frontières (MSF), Danish Refugee Council (DRC), Caritas, Save the Children, OXFAM, Tearfund, CARE International etc. Plusieurs autres acteurs interviennent sans avoir de bases permanentes, comme par exemple, les agences onusiennes, SFCG, International Rescue Committee (IRC), AVSI entre autres. A Pinga, AVSI, Norwegian Refugee Council (NRC), PPSSP, Première Urgence et SFCG ont aussi des bases, et travaillent dans l'éducation, la sécurité alimentaire, WASH, vivres et non-vivres et la transformation de conflits respectivement. IEDA Relief fait la récolte des incidents de la protection à Pinga et Mweso¹³³.

A Nyanzale, Catholic Relief Service intervient dans la sécurité alimentaire et Heal Africa fait la référence médicale des survivants, la prise en charge psychosociale et la réinsertion socioéconomique¹³⁴. A Birambizo, les ONG DRC, Save the Children, Merlin et Children Voice organisent des formations sur le planning familial et l'encadrement des enfants de 15 à 17 ans. A Lukweti, l'ONG Johanniter fournit des médicaments, AVSI donnent des vivres et Concern intervient dans la sécurité alimentaire. A Katwe, il y a les ONG MSF France, Johanniter et Agro Action Allemande. A Kikiku, il n'y a pas d'interventions à l'heure actuelle et la population souhaite une assistance dans la sécurité alimentaire. La famine et la malnutrition s'observent dans des camps des déplacés et dans des familles d'accueil.

¹³³ Mission sur terrain en août 2014.

¹³⁴ OCHA Qui Fait Quoi Où?, septembre 2014.

Globalement selon la population locale, les interventions ont beaucoup contribué à l'amélioration du secteur de la santé (en particulier la gratuité de soins), ont facilité l'éducation de base et de qualité, lutté contre la malnutrition et ont contribué à l'amélioration de la cohabitation pacifique. Il faut aussi ajouter que ces interventions ont contribué – avec l'amélioration de la sécurité par les opérations militaires des FARDC appuyées par la MONUSCO – au retour des déplacés qui dans le territoire de Masisi se concentrent dans le groupement de Bashali-Mokoto¹³⁵.

Notons également que les interventions de deux ONG internationales dans le domaine de réhabilitation des infrastructures routières n'ont pas été bien appréciées, pour des raisons d'efficacité et de durabilité, par les populations locales dans la chefferie de Bwito. Par exemple, le tronçon Katsiru- Birambizo n'est plus praticable une année après sa réhabilitation par une ONG internationale. Cependant les tronçons aménagés par une autre ONG internationale sont visiblement plus ou moins durables selon la population locale. En outre, selon les mêmes sources, le système de *food for work*, a démontré certaines insuffisances relatives à la mobilisation des bénéficiaires et à l'approche utilisée dans la mise en œuvre de ce système¹³⁶.

Selon les autorités locales, il est opportun d'amorcer la transition entre les interventions humanitaires (urgence) et les activités de développement à travers les projets durables impliquant fortement les structures locales de développement.

3.3.3. Environnement¹³⁷

Accès/Sécurité

La zone ciblée fait partie des zones les plus instables de la province du Nord-Kivu, à cause de conflits intercommunautaires et l'activisme des groupes armés. Si la présence des FARDC a amélioré sur le plan global la situation sécuritaire dans certains endroits comme sur les axes Kitchanga-Pinga et Kitchanga-Lukweti, la zone reste sous l'influence des groupes armés ce qui a un impact sur la sécurité. Cependant la plupart de la zone est accessible avec l'exception de Katsiru, où des braquages se font dans la plantation de thé de JTN qui empêchent les humanitaires et autres à fréquenter cette zone.

Impact du conflit

Traumatisme et manque d'une vision du futur

Les données du terrain montrent que les guerres et les conflits dans la zone ont créé plusieurs formes de traumatisme chez les enfants, les femmes ainsi que chez les combattants des groupes armés. Les gens ont cité comme conséquences significatives, l'agressivité physique et verbale, les troubles mentaux, la peur permanente (psychose), la consommation exagérée de l'alcool et autres produits dopants (notamment le chanvre) et les violences conjugales. « *Des deux côtés, nous avons tout perdu. Nous n'avons rien gagné. Pas même ceux qui ont participé à la guerre* »¹³⁸. On observe un sentiment

¹³⁵ UNCHR, Tendance des mouvements de retour au Nord-Kivu, juillet et août 2014.

¹³⁶ Mission sur terrain en octobre 2014.

¹³⁷ Missions sur terrain en août et octobre 2014.

¹³⁸ Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013 (Entretien avec un chef de localité, 31 mars 2014, Pinga).

d'impuissance auprès de la population : certaines personnes font preuve d'activisme et tentent d'engager des initiatives pacifiques, mais ils sont relativement peu nombreux à percevoir le rôle qu'ils peuvent personnellement jouer dans les efforts de pacification. Faire face aux difficultés du présent est une tâche tellement difficile ce qui empêche beaucoup de personnes d'avoir une quelconque vision du futur et des perspectives d'avenir.

Selon la majorité des enquêtés, c'est au gouvernement en premier lieu qu'incombe la responsabilité de ramener la paix. Pour d'autres, les initiatives de la société civile locale et de la communauté internationale doivent être renforcées afin de combler le manque d'actions gouvernementales pour la paix. Beaucoup se montrent résignées et pessimistes, considérant que la violence est un problème qui leur échappe, qui est du ressort des personnes influentes à un haut niveau, et qu'ils ne peuvent avoir aucune influence sur la construction de la paix.

Cohésion sociale

Les méfiances, les tensions et les violences intercommunautaires ont un impact très négatif sur la cohabitation sociale. A Kitchanga et Pinga, les groupes ethniques habitent dans des quartiers différents et à Pinga, l'hôpital, les églises et les écoles sont contrôlés par différents groupes ethniques. Pendant la guerre, ceci a eu des conséquences graves : l'hôpital dirigé par un chef hunde, était seulement ouvert aux Hunde. Si dans l'ensemble, les enfants de tous les groupes ethniques étudient ensemble, l'éducation n'a pas échappé à la méfiance et à la ségrégation ethnique. A l'image des églises protestantes, plusieurs écoles sont organisées selon les appartenances ethniques :

- A Kitchanga, l'Institut Kahe de Kitchanga est à prédominance tutsi.
- L'EP et l'Institut Kitchanga sont fortement contrôlés par les Hunde.
- Dans la 4^e HP de l'Institut Kahe à Kitchanga, sur l'ordre du directeur de l'école, les élèves sont rangés selon leur appartenance ethnique : une rangée pour les élèves hutu et hunde, et une autre pour les élèves tutsi. Aucun élève n'est autorisé à changer de rangée¹³⁹.
- A Pinga, deux écoles (une école primaire et un institut de la 8^e CEPAC) ne fonctionnent plus depuis 2011 car elles ont été construites dans Bushimoo (Masisi), une localité à prédominance Hunde et la communauté Nyanga de Walikale n'a pas voulu envoyer leurs enfants dans ces écoles pour ne pas favoriser les Hunde. Les Hunde sont en déplacement depuis les activités de Cheka/NDC dans la zone, donc l'absence totale des étudiants.

Le contrôle de la sous-division du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel du territoire de Masisi est ainsi devenu un enjeu important entre les communautés. Des personnalités influentes de chaque groupe ethnique, basées à Goma ou à Kinshasa, font pression pour que les écoles de leur communauté soient « mécanisées » (soutenues financièrement par l'Etat).

¹³⁹ Observation de l'enquêteur, Kitchanga, 5 décembre 2013. Étude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013.

Dans le Bwito, il n’y a pas une ségrégation spatiale mais les postes de responsabilité dans tous les secteurs doivent tous être approuvés par Serufuli.

4. Conclusion et recommandations

Conclusion

La population de la zone « Autour de Kitchanga » est victime d’une insécurité généralisée suite à la mauvaise gouvernance et l’absence de l’autorité de l’Etat. Ceci a affaibli la cohabitation et les conflits prennent racines dans les ethnies. Suite à cette division, il s’observe la présence des groupes armés et la persistance d’une violence généralisée. Les conflits se résument en conflit de pouvoir et conflit de terre et d’identité. La population a besoin de la sécurité, de la restauration de l’autorité de l’Etat, de la cohabitation pacifique et des projets intégrateurs sociaux-culturel et économique.

Pour la plupart, les gens souhaitent la paix et ils en ont assez de l’insécurité. Ils veulent cohabiter sans aucune discrimination ethnique, avec la liberté d’expression, avoir du travail, et comme agriculteurs et éleveurs. Ils ont besoin de la terre pour se nourrir. Néanmoins les gens attendent un futur violent sans une résolution à court terme. Ils voient le futur évoluer vers davantage des tueries, des meurtres, des assassinats et des massacres. Les conflits seront accentués entre les agriculteurs et éleveurs. Il y aura un déplacement massif et un exode rural. Des personnes dans les pays voisins profiteront de la situation de conflits et du chaos local et la guerre peut partir du niveau local jusqu’au niveau provincial et voir embraser tout le pays et le monde entier. La conséquence sera le sous-développement et la pauvreté.

Recommandations

Recommandations de la communauté

Selon la population enquêtée, les besoins en stabilisation peuvent être résumés, selon leur priorité, de la manière suivante :

- La réhabilitation des axes routiers principaux : un besoin prioritaire unanimement ressenti par presque toutes les personnes étudiées. Plus de 95% des enquêtés pensent qu’une bonne réhabilitation couplée d’un dispositif de maintenance peut favoriser la stabilité de la zone sur tous les plans : économique, social, politique, sécuritaire.
- La restauration de la sécurité : les services de sécurité ne sont pas bien appréciés dans les zones de l’étude lorsqu’on analyse leur efficacité et recevabilité, et la restauration d’une sécurité qualifiée de « légale » pourrait contribuer à la stabilisation de la zone. La lutte contre les groupes armés et la lutte contre l’impunité au sein des services de sécurité devrait occuper une place de choix dans les décisions de stabilisation.
- La restauration de l’autorité de l’Etat : malgré la présence des services étatiques, il se pose le problème de leur efficacité et de leur capacité à dissuader et à réorganiser la population autour des objectifs citoyens. Cela veut dire le renforcement des capacités de l’Etat à faire face aux défis liés à une situation post-conflit ou de stabilisation.
- L’appui à l’économie locale : le soutien à l’agriculture et au petit commerce a été identifié comme un besoin stratégique pour stimuler la production et la commercialisation des produits agricoles locaux en vue de garantir une sécurité alimentaire.

- La mise en place des mécanismes de gestion des conflits locaux : l'installation de CLPC dans tous les groupements de Bwito et Bashali pourrait contribuer à la gestion locale des conflits intercommunautaires.
- L'amélioration de services sociaux de base : l'accès à l'eau potable, à l'éducation et aux services de santé primaire constitue des besoins importants. Ce volet a été identifié comme transversal, car il accompagne les autres secteurs de la vie locale. Par ailleurs l'alphabétisation des adultes, surtout des femmes, demeure un besoin local important.
- La prise en compte des femmes dans le plan local de développement : l'implication des femmes dans le développement local a été identifiée comme une volonté collective naissante pour une participation inclusive et soutenue.

Recommandations de SFCG

Dilemme sécuritaire

- Encourager la réforme du secteur sécuritaire, y compris le paiement des agents, le déploiement aux endroits isolés, etc.
- L'application de la loi équitable et avec rigueur.
- La restauration de l'autorité de l'Etat, par exemple les formations des agents publics et des chefs traditionnels.
- Le désarmement, démobilisation et réintégration des groupes armés et milices.
- La réhabilitation des infrastructures routières et de la communication.
- Des projets de développement intégrateurs.
- La formalisation du secteur minier.

Conflits autour de l'identité

- Combattre l'«ethnisation» de la gouvernance locale : plaider pour une administration locale interethnique qui a pour but de représenter tous les groupes ethniques selon leurs distributions proportionnels.
- Créer des forums de dialogue au niveau de village, de la base au sommet, y compris un grand forum de paix et de développement impliquant tous les acteurs pertinents.
- Plaider de l'importance d'une gouvernance équitable et non discriminatoire.
- Renforcer les capacités des populations locales et rendre les autorités locales et les élus redevables, par exemple des formations sur les lois congolaises et internationales et les droits civiques.
- Sensibilisation sur la cohabitation pacifique, par exemple des séances ou des activités intercommunautaires. L'importance est que ces activités soient planifiées avec une vision de long-terme et une stratégie cohérente.
- Renforcer les capacités des associations locales, par exemple des formations sur les méthodes et techniques de résolution de conflits.

Conflits autour la terre et d'autres ressources naturelles

- Plaider pour une réforme foncière équitable qui permet de régler la dualité de la loi foncière et de donner des titres officiels aux paysans.

- Travailler sur un acte par accord mutuel qui règle l'usage de la terre des concessionnaires par les agriculteurs et éleveurs locaux pour résoudre le problème du manque de terres.
- Plaidoyer pour le droit des femmes à l'héritage et à la succession de la terre.

Recommandations pour les intervenants

- Toujours inclure tous les groupes ethniques dans les activités du projet.
- Recruter des agents locaux pour réduire le taux de chômage.
- Pour la restitution des données et les activités de projet, travailler avec des acteurs clés qui sont neutres et crédibles.
- Coopérer avec les organisations locales qui travaillent sur la résolution des conflits afin de contribuer à la consolidation de la paix à travers leurs interventions.
- Travailler d'avantage avec et pour les femmes afin d'améliorer leur situation de sécurité : organiser des réunions de brainstorming avec les femmes (et des hommes séparés) pour trouver des activités possibles et réalisables.
- L'inclusion des femmes dans toutes les initiatives, car celles-ci sont les premières victimes du conflit. Etre conscient du fait que devant les hommes, les femmes ne se prononcent pas librement. Quelques femmes ne se sentent pas à l'aise de parler devant d'autres personnes.
- L'ethnie, la sécurité et les conséquences des conflits sont des thèmes très sensibles et évoquent des souvenirs d'horreur de la guerre et de l'insécurité persistante. Il faut donc être très attentif et réceptif aux signes et réactions des gens en travaillant avec eux.

5. Bibliographie

Armée nationale et groupes armés dans l'Est du Congo. Trancher le nœud gordien de l'insécurité, Usalama Project, Rift Valley Institut, 2013

DR Congo: the Troubled East, Center for Strategic and International Studies, Gerard Prunier

Ethnicity, Leadership and Conflict Mediation in Eastern Democratic Republic of Congo: The Case of the Barza Inter-Communaire, Journal of East African Studies, 2008

Etude sur les conflits armés et la violence intercommunautaire dans le Territoire de Masisi, SFCG, 2013

From the CNDP to M23, Congo Siasa, novembre 12, 2012

Insécurisation et violence. Quelques réflexions sur les causes et remèdes possibles des escalades conflictuelles » dans Conflits et guerre au Kivu et dans la Région des Grands Lacs. Entre tensions locales et escalade régionale » (Cahiers africains, n° 39–40), 1999

PARECO. Questions Foncières, Hommes Forts Locaux, et Politique de Milice Au Nord-Kivu, Usalama Project, Rift Valley Institute, 2012

Pour que les Bashali fument le calumet de la paix, ASP en partenariat avec Life&Peace Institute, 2014

Radio Okapi, « RDC : 3 militaires tués lors d'une attaque des Maï-Maï Cheka à Pinga », 14 janvier 2014

Sortir de l'impasse: Vers une nouvelle vision de la paix à l'Est de la RDC, International Alert, 2012

Terre, Pouvoir et Identité, International Alert, 2010

Territoire de Masisi rapport de consultation, CPAP et PNUD, 2008

The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo), Hamburg : Institut fuer Afrika-Kunde, 2005

6. Liste des acronymes

ACPLP	Action solidaire pour la paix
ADF	Allied Democratic Forces
AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo
APCLS	Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain
ASP	Action solidaire pour la paix
AVSI	Agenzia dei volontari per lo sviluppo internazionale
BUREC	Bloc uni pour la reconstruction et le changement
CJP	Commission justice et paix
CLPC	Comité locale de paix et conciliation
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
CORDAID	Catholic Organization for Relief and Development
CRS	Catholic Relief Services
DDRRR	Désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation
DECEF-CODEFEC	Démocratie chrétienne fédéraliste – Convention des fédéralistes pour la démocratie chrétienne
DRC	Danish Refugee Council
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDC	Force de défense congolaise
FDDH	Forces de défense des droits humains
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
FIB	Force Intervention Brigade
FODP	Forces organisées pour la défense du peuple
FPR	Front patriotique rwandais
GMI	Groupe mobil d'intervention
ICCN	Institut congolais pour la conservation de la nature
IEDA	International Emergency and Development Aid
ILC	Initiative pour un leadership cohésif
ISSSS	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et stabilisation
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la stabilisation au Congo
MSF	Médecins sans frontières
NDC	Nduma Defense of Congo
NRC	Norwegian Refugee Council
OCHA	Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
OMS	l'Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisations non gouvernementales
PAM	Programme alimentaire mondial
PAPS	Plans d'actions prioritaires de stabilisation
PNC	Police nationale congolaise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPRD	Parti du peuple pour la reconstruction de la démocratie

RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
RDC	République démocratique du Congo
SC	Save the Children
SFCG	Search for Common Ground
SPS	Stratégies provinciales de stabilisation
STAREC	Programme de stabilisation et reconstruction des zones sortants des conflits armés
UAS	Unité d'appui à la stabilisation
UCP	Union des congolais pour le progrès
UNC	Union pour la nation congolaise
UNHCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
UNICEF	Fond des Nations Unies pour l'enfance
UPC	Union des Congolais pour le progrès
URR	Unité de réaction rapide